

Éducation aux Valeurs : Le Programme National élaboré par le Comité d'Experts validé

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

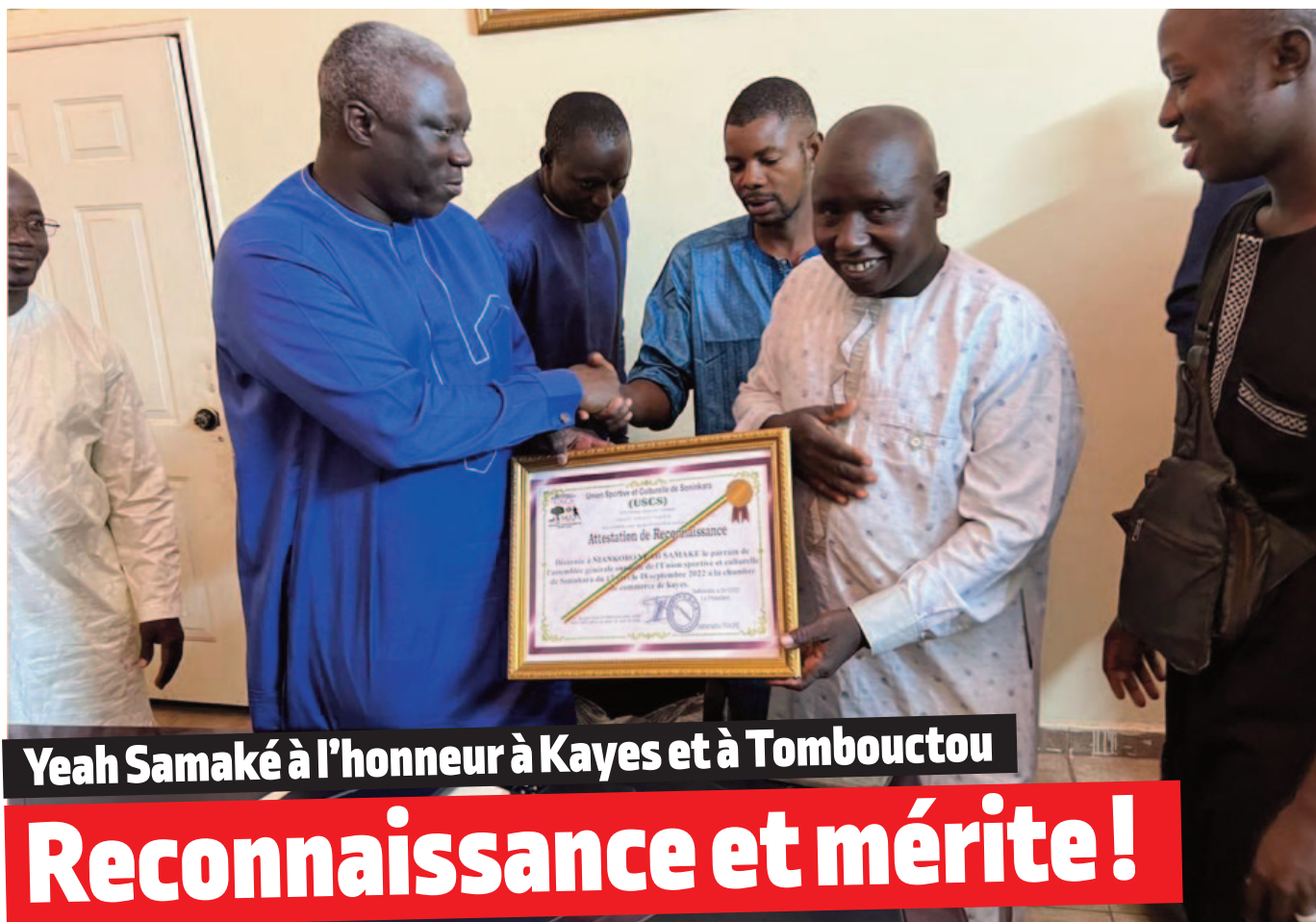
LUNDI 31 OCTOBRE 2022

1212

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Yeah Samaké à l'honneur à Kayes et à Tombouctou

Reconnaissance et mérite!



Secteur minier : La contribution de Barrick Gold à l'économie malienne



Solidarité : L'ONG, « FAITES UN GESTE » vole au secours des personnes vulnérables



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

30 Oct.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

322

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

510 783 Vaccinations incomplètes

2 124 725 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 731

Guéris

31 898

Décès

742

dont 11 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.18



P.24



/ Une /



Yeah Samaké à l'honneur à Kayes et à Tombouctou : Reconnaissance et mérite !

P.5

/ Brèves /



Gao : Un projet financé par la MINUSMA prépare les détenus à leur réinsertion
Burkina – Mali : Face à la Russie, les États-Unis en opération reconquête
Parlement de sortie de crise : Voici la liste additive des membres du Conseil National de Transition (CNT)
Kayes/Yélimané : Dagakané interpelle le gouvernement
COP 27 : Les priorités du Mali

P.10

P.10

P.11

P.11

P.12

/ Actualité /



Secteur minier : La contribution de Barrick Gold à l'économie malienne
Programme de développement intégré et durable du Sourou : Pour un décollage économique des collectivités
Hygiène en milieu scolaire : Les acteurs éducatifs multiplient les initiatives
Mois du consommateur local : Une aubaine pour les opérateurs économiques maliens
Solidarité : L'ONG, « FAITES UN GESTE » vole au secours des personnes vulnérables

P.15

P.16

P.17

P.18

P.19

/ Politique /



Éducation aux Valeurs : Le Programme National élaboré par le Comité d'Experts validé
L'avant-projet de la nouvelle constitution : L'Islam comme religion d'Etat ou officielle
Éducation : Faire du pouvoir transitoire une opportunité pour l'école malienne.

P.22

P.23

P.25

/ Culture & société /



Journée des Nations unies : La capacité de résilience et d'union de la culture malienne pour célébrer l'évènement
Montage et financement de Projets Culturels : Les cadres et directeurs régionaux initiés

P.29

P.31

/ International /



Soudan : Des milliers de manifestants, sous les gaz lacrymogènes
Somalie : Au moins 100 morts dans le double attentat à la voiture piégée à Mogadiscio

P.32

P.33

/ Sport /



SG : HUGO EKITIKE commence à s'agacer de son temps de jeu

P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23


• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Yeah Samaké à l'honneur à Kayes et à Tombouctou

Reconnaissance et mérite!



Pour avoir parrainé son assemblée générale annuelle tenue à Kayes, l'Union Sportive et Culturelle de SONINKARA, a décerné une Attestation de reconnaissance à l'ex- ambassadeur du Mali en Inde Yeah Samaké. Cette Assemblée générale annuelle a été placée sous le haut parrainage du président d'honneur du parti PACP, qui a été valablement représenté par l'honorable Aly Koné, membre du CNT et membre du PACP. À la suite de l'Union Sportive et Culturelle SONINKARA, l'ASSOS-Sahel de Tombouctou lui décerné une attestation pour lui témoigner toute sa reconnaissance. Yeah Samaké s'est investi sans réserve pour la réalisation des projets de cette association dans la région de Tombouctou.

L'Ambassadeur et Président d'honneur du Parti pour l'action Civique et Patriotique (PACP), a

bénéficié d'une attestation de reconnaissance de la part par l'Union Sportive et Culturelle de SONINKARA à Kayes.



En effet, l'ambassadeur Yeah Samaké n'est plus à présenter au peuple malien. Il a de tout temps prouvé son patriotisme et son sens de partage à travers ses actions dans plusieurs domaines tels, l'éducation, le sport, la culture pour ne citer que ceux-là.

Cette attestation de reconnaissance à lui décernée par l'Union Sportive et Culturelle de SONINKARA pour avoir accepté de parrainer l'assemblée générale annuelle de cette association tenue à Kayes, est le symbole d'un mérite pour l'engagement au service du développement humain et des communautés mais surtout pour l'éducation et le sport dans lesquels il s'investit tant.

En plus des actions humanitaires, Yeah Samaké est au cœur des événements sportifs et culturels. Cette volonté de servir ses communautés sans attendre en retour une contrepartie, témoigne d'un patriotisme très engagé. Toujours en septembre, à Ouélessébougou, Yeah Samaké, le Président d'honneur du PACP y a parrainé un tournoi en son nom. A l'occasion de cette rencontre sportive, il a procédé à la remise d'un château d'eau lors de l'apothéose avec la finale jouée le jeudi 22 septembre 2022 au stade municipal de cette commune opposant le Centre Sportif de Djitoutoumou A au Centre Sportif de Djitoutoumou B. A l'occasion, de cette finale, le Président d'honneur du PACP, Yeah Samaké, a insisté sur l'importance du développement infrastructurel et la souveraineté du Mali. « **Chaque malien peut apporter sa petite contribution pour sauvegarder la souveraineté du Mali** », a-t-il souligné.

Il faut également rappeler que cette 3ème édition de la coupe « Yeah Samaké » organisée



dans le cadre de la commémoration de la fête de l'indépendance, marque l'implication et l'engagement du président d'honneur du PACP dans les événements sportifs, comme il sait bien le faire dans l'éducation et bien d'autres domaines au profit de la jeunesse malienne. La remise du forage est le signe du respect d'un engagement que Yeah Samaké avait pris lors de la deuxième édition. Ces actions contribuent efficacement au développement mais surtout à l'affirmation de la souveraineté du Mali. Car, a-t-il l'habitude de dire : « **chaque malien est un soldat qui doit combattre pour le développement et**

la souveraineté du Mali. Nous sommes des soldats, des combattants pour la souveraineté de notre pays. Chaque malien peut apporter sa petite contribution pour sauvegarder la souveraineté du Mali ».

Faut-il noter qu'en l'espace de deux mois, l'ambassadeur Yeah Samaké a réalisé plusieurs projets pour le Mali au service du développement humain et particulièrement de la jeunesse. Le 08 Septembre 2022, le président de la Fondation Empower-Mali, Yeah Samaké a rencontré au siège national du Parti pour l'Action Civique et Patriotique sis à Kalaban Coura,

les demandeurs de bourse d'études sur l'Inde. Cette rencontre première du genre pour l'année 2022, avait pour objectif de mieux échanger avec les intéressés afin d'être bien édifié particulièrement sur les bourses sur l'Inde mis à disposition de sa fondation pour les jeunes étudiants maliens. Le Groupe de l'Institut Technique et Professionnel Universitaire de Mohali, en Inde du Nord a mis à la disposition de la Fondation Empower-Mali les bourses d'études pour les étudiants maliens. Sur les 95 bourses décrochées par l'ambassadeur, 55 jeunes maliens iront étudier dans les universités aux USA, 22 pour le niveau lycée et 18 autres bourses pour l'Inde.

Le jeudi 15 septembre 2022, il était dans le village de Lambata, une localité située à la frontière Mali- Guinée dans la commune de Niouma Magana où il a procédé à la pose de la pierre pour la construction d'un bâtiment de trois salles de classes d'une valeur de 39 Millions de FCFA. Autant dire que l'homme s'investi dans le développement humain et infrastructurel pour un véritable développement du Mali. Il a également construit des dizaines de bâtiments scolaires à travers le pays et continue toujours de se battre pour son pays. Malgré ces réalisations, le patriote n'est pas prêt à baisser la garde.

■ Binadjan Dombia



Nia Dialla Keita

LIGA : le Real Madrid tenu en échec par Gérone suite à un arbitrage scandaleux (1-1)



Ammy Baba Cisse

Voici comment le gouvernement sensibilise pour le port du casque



Gouvernement du Mali 4 min · 🌐

#SécuritéRoutiereCasqueMali2022

Lieutenant Colonel Sitapha Traoré, Commandant du Groupement motorisé de la Gendarmerie Nationale qui porte le casque. Un exemple à suivre par les porteurs d'uniforme

Ben Ibrahim

Mon cher OMT a été trahi



Ibrahim Ikassa MAIGA

#ACTUALITÉS _ MRE

Fin des travaux de l'atelier national de validation de l'avant-projet du Programme National d'Éducation aux valeurs. a ux valeurs.

Ouvert le 27 octobre 2022 par le ministre la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa MAIGA, en présence de plusieurs membres du gouvernement, cet atelier national de validation a réuni les différents acteurs institutionnels et socio-politiques concernés, par les activités du PNEV.



Le but de cet atelier, qui revêt d'une importance capitale pour notre pays, était, la validation des Avant- projets de Programme national d'Éducation aux Valeurs, de Plan d'actions et de Plan de communication, fruits de longs et d'intenses mois, de travaux par le comité des Experts.

Le PNEV, est un programme d'enseignement et d'éducation civique, morale et patriotique dédié au respect des valeurs et la bonne gestion du bien public.

À cet effet, le président du comité des experts a mis en valeurs plusieurs conclusions de ce programme dont :

- [] Diligenter l'adoption de la loi portant officialisation des langues nationales, en conformité avec l'esprit et la lettre du Document de Politique linguistique du Mali, adopté en Conseil des Ministres le 03 décembre 2014 ;

- [] Bannir tous les comportements, pratiques et héritages culturels, incompatibles avec les valeurs républicaines, afin de protéger les victimes et assurer les droits fondamentaux de la personne humaine ;

- [] Procéder au réordonnement de l'éducation, pour une nouvelle école, reflet de la conscience historique et de la pensée politique, matrice idéologique normative qui conditionne le choix des valeurs axées sur la conscience africaine ;

Plusieurs observations et recommandations pertinentes, formulées par les participants, vont davantage améliorer la qualité du document.

À la cérémonie de clôture de l'atelier, en présence de Mme Diéminatou Sangaré, Ministre de la Santé et du Développement Santé, le Ministre Maiga a exprimé ses vifs remerciements aux participants pour leur assiduité et les contributions de taille.

Après cet atelier, le Programme National d'éducation aux valeurs et son Plan d'actions seront introduits au circuit de travail gouvernemental sous forme de communication écrite.

#CCOM-MRE



Adam Dicko

Merci Mariam Aldianabangou , pour ceux comme moi , qui cherchaient le pourquoi du manque du sac de sucre, on est édifié now. Allah ka an prokoto!





Mariam Aldianabangou

Le prix du sucre a augmenté de ouf et le gouvernement exige que les commerçants vendent à un certains prix et cela ne les arrange pas.

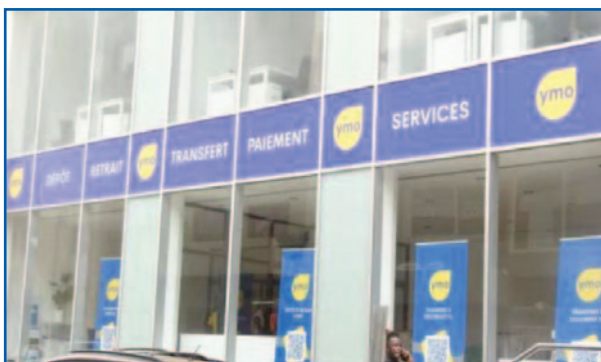
Par ailleurs s'ils vendent à un prix supérieur à celui publié par l'état on peut leur dénoncer et leur arrêter pour ça .

Donc sûrement ils vont se dire qu'ils vont garder jusqu'à ce que les choses redeviennent normal.

■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)- En Guinée, l'agence Ymoney de Kaloum a procédé au lancement de ses activités couplé à l'inauguration de son bureau le jeudi 27 octobre 2022. La nouvelle locale de la fontech ymoney est située au Sonoco Trade Center dans le quartier Almamy, près du marché Niger. #croissanceafrique.



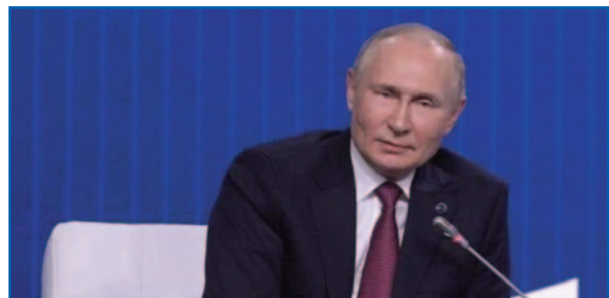
Mali : la mine d'or de Morila annonce une production d'or d'environ 20.000 onces au 3e trimestre 2022 (mon papier sur Financier Afrik)

■ NIANG TV



LE SAVIEZ-VOUS ? La Russie a suspendu, samedi, sa participation à l'accord international sur l'exportation de céréales ukrainiennes. « Compte tenu de l'acte terroriste réalisé par le régime de Kiev avec la participation d'experts britanniques contre des navires de la flotte de la mer Noire et des navires civils impliqués dans la sécurité des couloirs céréaliers, la Russie suspend sa participation à la mise en œuvre de l'accord sur les exportations des produits agricoles des ports ukrainiens », a déclaré le ministère russe de la Défense. Moscou a justifié cette suspension par une attaque de drones qui a visé samedi matin la flotte russe de la mer Noire stationnée dans la baie de Sébastopol, en Crimée annexée. Selon les autorités russes, l'attaque a eu lieu avec « neuf véhicules aériens sans pilote et sept drones maritimes », provoquant des « dégâts mineurs » sur un navire et sur un barrage. L'Ukraine a dénoncé un « faux prétexte » et a appelé

à faire pression pour que la Russie « respecte ses obligations » pour cet accord conclu en juillet sous l'égide de l'ONU et de la Turquie. Source : BFMTV.com



■ Moussa Mara Yelema



J'ai pris part à la session organisée par la société culturelle Acte 7 pour promouvoir certains arts comme le théâtre, la lecture et le cinéma. Cette activité qui soutient les jeunes créateurs a célébré la riche culture malienne ainsi que son mélange avec la ville, la modernité et les nouvelles technologies. Sport après culture, Puis, j'ai présidé la finale du tournoi de football organisé par monsieur Mamadou keita, vice président du parti yelema, et qui a réuni pendant un mois des équipes de toutes les communes de Bamako.



■ Kinshasa Times FR



Après l'annonce par la Confédération africaine de football (CAF) du décalage de 24h du match entre la RDC et l'Algérie, la Fédération congolaise de football Association (FECOFA) a pris des dispositions pour le voyage des joueurs. D'après le ministère des Sports et Loisirs, les fauves congolais de moins de 23 ans ont quitté l'aéroport international de Ndjili à 6h pour Algérie....



■ Ras Dial Ras Dial



AFFAIRE CNT: Mali Kura kôtè, yeraï kôdô !
RAS DIAL

■ Stanis Bujakera Tshiamala



@StanysBujakera
#RDC: "Malheureusement, malgré toutes les dispositions prises pour le strict respect des consignes de sécurité, des incidents malheureux et dramatiques ont émaillé la fin du concert."
@fallyipupa01

■ ibrahim sysawane



Quelle utilité d'augmenter les membres du Conseil Nationale de la Transition qui passe de 121 à 149. Cette institution devient budgétivore.
#Mali

■ Macky Sall



J'adresse mes condoléances émues au Président Yoon Seok-Youl et au peuple coréen ami, suite au décès de plusieurs personnes dans une bousculade à Séoul. Paix à l'âme des victimes.

■ Samba Gassama General



Kinshasa, concert de Fally ipupa , capacité stade 80 000 personnes, spectateurs présents 120 000, bousculade fait 11 morts et sur RFI les congolais s'interroge sur pourquoi il y a eu ce drame. Ça ne saute pas aux yeux ?

■ ECOMNEWS AFRIQUE



#Afrique : L'@AfDB_Group va donner 5,76 millions d'€ aux Comores pour aider le pays à aug-

menter sa production alimentaire et à renforcer la résilience de son système alimentaire. <https://bit.ly/3D5Q5Bs>



■ Demba Diop



Nous vivons dans un monde où des personnes sont devenues tellement puissantes à travers les réseaux sociaux qu'elles nous dictent ce qu'on doit acheter. Je rêve du jour où les valeurs seront véhiculées par le même biais et qu'on sera influencé positivement par des gens de valeur.

■ Mahamat Idriss Deby Itno



Suite à la libération de l'otage Jérôme Hugonot, je me réjouis de ce dénouement heureux et félicite les efforts fournis dans le cadre de cette libération. #Tchad

■ Saleh Kebzabo



Je viens d'apprendre que l'otage franco-australien enlevé il y a 24h vient d'être retrouvé et mis en sécurité, en bonne santé. Je félicite nos Forces de défense et de sécurité pour cette prompte action réussie.

■ Nathalie Yamb



Le ministère de la défense russe a annoncé la suspension de l'accord sur les céréales. Y en a qui vont pleurer fort, mais ce ne sera pas les Africains

■ Larmes des pauvres



#Burkina #Gourma Ce samedi 29/10 les groupes djihadistes ont tendue une embuscade meurtrière aux FDS à #Natiaboani dans l'est du pays. Selon un bilan provisoire plus d'une dizaine de militaires ont péri et une importante perte matérielle subie.

Gao : Un projet financé par la MINUSMA prépare les détenus à leur réinsertion



La MINUSMA a lancé en décembre 2018, un projet du Fonds fiduciaire des Nations unies pour la Paix et la sécurité au Mali, pour le renforcement de la chaîne pénale de Gao d'un montant de plus de 68 millions de FCFA. L'un des volets de ce projet a consisté à mettre en place un atelier de menuiserie métallique et de mécanique moto à la Maison d'arrêt et de correction de Gao. Des détenus y sont formés pour faciliter leur réinsertion dans la société à l'issue de leurs peines d'emprisonnement.

Condamné à trois ans de prison, Youssouf (prénom d'emprunt) âgé d'une vingtaine d'année travaille dans l'atelier de soudure depuis le lancement du projet. « Je travaille tout le temps dans l'atelier avec trois autres détenus, un chef et deux apprentis. Nous fabriquons des fours, des chaises que nous revendons » affirme-t-il. La soudure, Youssouf l'a apprise avant sa détention mais comme il le dit lui-même, « je ne prenais jamais cela au sérieux mais là, je vais chercher à en faire mon métier une fois libéré. » Et dans un sourire, il déclare « au moins le séjour en prison aura servi à quelque chose. »

À quelques mètres de Youssouf, un autre détenu s'active devant le moteur détaché d'un tricycle. Tout comme lui, il a bénéficié d'une formation grâce à un projet de réinsertion et entend bien continuer dans la mécanique. Depuis le lancement de ce projet de menuiserie métallique, cinq détenus ont déjà été formés sur les 19 visés. Un comité dans lequel siège aussi les prisonniers est chargé de sa gestion. Selon le Directeur régional de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée de Gao, le Colonel Lamissa BERTÉ, « l'argent généré par la vente des équipements fabriqués dans l'atelier sera reversé aux détenues à leur sortie. Nous sommes en train de mener des réflexions avec les autres partenaires pour pouvoir leur offrir des kits d'installation une fois leurs peines purgées ». À ce sujet, le Colonel Lamissa BERTÉ s'est félicité de l'appui de la MINUSMA « un de nos meilleurs partenaires, elle nous a beaucoup aidé et continue de nous aider. » a-t-il indiqué. En effet, pour la mise en place de ce projet, la Maison d'arrêt et de correction de Gao a bénéficié d'un appui technique et financier considérable de la Mission onusienne. Il s'inscrit dans la deuxième phase du projet de renforcement de la chaîne pénale de Gao. L'objectif général étant l'appui au Gouvernement malien pour la restauration de l'État de droit. La première phase du projet a été lancée en 2016 et 2017. Pour la MINUSMA, ce genre de projet doit contribuer à la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent en milieu carcéral.

Source : Minusma

Burkina – Mali : Face à la Russie, les États-Unis en opération reconquête



La sous-secrétaire d'état américaine Victoria Nuland a achevé une mission au Sahel. Elle a notamment rencontré Assimi Goïta et Ibrahim Traoré, et tenté d'accroître l'influence américaine dans leurs pays. C'est un tweet qui n'a pas manqué de surprendre. Publié le 21 octobre par Victoria Nuland, la sous-secrétaire d'État américaine chargée des Affaires politiques, il la montre tout sourire, faisant un « check ». Une décontraction étonnante alors que les relations entre leurs deux pays sont pour le moins tendues. Mais symbolique de la tentative d'offensive diplomatique lancée par Washington au Sahel, alors que la Russie ne cesse d'accroître son influence dans la région.

Mali, Burkina Faso, Niger, Mauritanie : Victoria Nuland a effectué un voyage de quatre jours en Afrique de l'Ouest pour tenter de raffermir les liens avec les autorités de ces pays, dans une région qui a été secourue par des coups d'État au cours des deux dernières années.

« Nous avons échangé en particulier sur la stratégie américaine au Sahel », a déclaré la sous-secrétaire d'État, qui a dit souhaiter « apporter plus de cohérence aux efforts [américains] afin d'améliorer la sécurité et la gouvernance dans les pays qui ont connu des putschs » et les accompagner dans leur retour à un régime démocratique.

« Nous voulions nous assurer que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider les populations du Sahel et renforcer leur confiance dans la capacité de leurs gouvernements à relever les défis auxquels ils sont confrontés, que ce soit sur le plan de la sécurité, de l'alimentation et du développement, de l'éducation, etc. » a-t-elle déclaré.

Inquiétude face à l'influence russe

Source : jeuneafrique



Parlement de sortie de crise : Voici la liste additive des membres du Conseil National de Transition (CNT)

Ci-dessous la liste des nouveaux membres du Conseil national de Transition nommé par le Chef de l'État. Décret numéro 2022 06 26PTDRM du 28 octobre 2022 fixant la liste nominative des membres additifs du Conseil national de Transition (CNT).

Le président de la transition chef de l'État

Vu la constitution

Vu la charte de la transition

Vu la loi numéro 2022 001 du 25 février 2022 portant révision de la charte de la transition

Vu le décret numéro 2020 01 43PT-RM du 09 novembre 2022 fixant la clé de répartition du Conseil national de transition

Vu le décret numéro 2020 02 39PT-RM du 3 décembre 2020 fixant la liste nominative des membres du Conseil national de la transition

Vu le décret numéro 2022,04 87 PT-RM du 21 juillet 2022 fixant clé de répartition et de désignation des membres additifs du Conseil national de transition

Décète :

Article 1:les membres additifs du Conseil national de transition sont désignés comme suit :

Monsieur Mamari Biton Coulibaly ; Madame Maimouna Gadjigo ;

Madame Mallé Aïda Koné ; Monsieur Boubacar Daffé ;

Monsieur Moustafa Diakité ; Madame Aïssata Hamadoun Maïga ;

Monsieur Benkè Kamité ; Monsieur Saloum Ould Jidahlou

Monsieur Mountaga Diakité ; Madame Aïssata Amadou Bocoum ;



Madame Fatoumata Traoré ; Monsieur Alioune Gueye ;
Madame Bouaré Fanta Dienta ; Madame Maïga Sina Damba ;
Monsieur Mamadou Samba Keita ; Monsieur Salah Maïga ;
Monsieur Boubacar Sidigh Taleb Sidi Ali ; Madame Konaté Zenab Guise
Monsieur Moïse Dougnon ; Madame Diallo Fatoumata Sissoko ;
Monsieur Boubacar H Diallo ; Monsieur Filifing Diakité ;
Madame Aïssata Soumeylou ; Monsieur Modibo Maïga ;
Monsieur Cheikh Alwata Diarra ; Monsieur Mohamed Ould Mattali
Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel

Bamako, le 28 octobre 2022

Le président de la transition

Colonel Assimi Goïta

Source : Bamada

Kayes/Yélimané : Dagakané interpelle le gouvernement

A Paris la semaine dernière, les ressortissants du cercle de Yélimani membres du mouvement Dagakané, ont organisé une manifestation de soutien à leurs camarades emprisonnés au Mali dans la région de Kayes. Au cours de la manifestation, le mouvement a accusé le préfet de Yélimani d'être derrière cet emprisonnement.

Ils sont Mallé Diawara et Bandiougou Diambou, deux membres influents du mouvement Dakagané à être emprisonnés depuis un certains temps à Kayes. Après plusieurs manifestations ici à Bamako, à Kayes et à Yélimani, selon les informations, le mouvement Dagakané de France vient de rentrer dans la danse. Ils accusent le préfet Mady Kama Diawara d'avoir arrêté et enfermé leurs camarades de lutte. Ils ont demandé leur libération et ont interpellé l'ensemble des membres du gouvernement.

Dans le communiqué rendu public à travers une déclaration et sa vulgarisation sur les réseaux sociaux et autres médias, Dagakané a interpellé l'ensemble des forces vives de la nation et les autorités en place sur la détérioration du climat social que ces arrestations sont en train de provoquer selon eux. Ils ont ajouté, « le Mali se trouve à une phase



décisive de son histoire. Ce n'est donc pas le moment de succomber aux démons de la division », une allocution du président de la Transition, le colonel Assimi Goïta pour soutenir leur interpellation.

« Nous association Dagakané, interpellons l'ensemble des membres du gouvernement de la transition pour la stabilité et la bonne justice à Yélimani », ont lancé les membres du groupement dans leur déclaration à Paris.

Pour conclure, les membres de Dagakané réaffirment leur considération pour la préfecture et s'exprimant ainsi : « Connaissant le rôle d'un préfet qui est de garantir le bon fonctionnement de l'administration et la légalité des actes des collectivités territoriales. Il représente l'ensemble du gouvernement. Les services locaux des différents ministères, appelés services déconcentrés, sont placés sous son autorité ».

Koureichy Cissé / Source : Mali Tribune

COP 27 : Les priorités du Mali

La participation du Mali à la prochaine Cop 27 en Egypte était au centre d'une conférence de presse le lundi dernier, à l'Agence pour l'Environnement et le Développement durable (AEDD).

En prélude à la tenue de la Cop 27, l'AEDD a rencontré dans ses locaux, les représentants de journaux pour discuter de la participation du Mali sur cet important événement. Une grande première, que ce genre de communication se tienne au Mali en amont de la Conférence des parties de la Convention des Nations unies sur les Changements climatiques prévue du 6 au 18 novembre 2022 à Sharm el Sheikh en Egypte. Dr. Alassane Ba, le directeur général de l'AEDD, entouré de ses proches collaborateurs, des membres de la Commission d'organisation, des experts et des associations qui œuvrent pour la cause de l'environnement (dont l'Association pour l'Environnement, l'Assainissement et pour un Meilleur Cadre de Vie -Amavec-, de Mme Kalambry Hélène Argidam), ont entretenu la presse sur les objectifs et les résultats attendus, entre autres. Le directeur général de l'AEDD a affirmé que la délégation malienne part en Egypte avec plein d'ambitions. Beaucoup de rendez-vous sont noués avec des partenaires financiers pour la mobilisation de fonds. Ces fonds sont destinés à des projets de lutte contre les changements climatiques et la réadaptation.

Cependant, à quelques jours de la Conférence, c'est le fonds qui manque le plus. Sur un budget de 210 millions de F CFA, seulement 50 millions de F CFA sont à la disposition de la commission d'organisation. Dr. Ba



ne s'inquiète pas pour autant et compte sur une participation efficiente et de qualité de notre pays. Dans la station balnéaire de Sharm el Cheick, les professionnels de l'environnement du Mali ont dans leur agenda de défendre les idées et les projets, négocier dans les groupes d'ensemble (les pays les moins avancés, la Cedeao, l'Afrique). Quatre points sont largement pris en compte. Il s'agit de la foresterie, l'agriculture, la gestion des forêts et les énergies renouvelables.

Sept ans après la Cop 27 à Glasgow en Ecosse et la première fois que le sommet se tienne sur le continent africain, l'Afrique reste mobilisée pour atteindre des objectifs tangibles.

Dr. Alassane Ba et ses collègues entendent aussi trouver un 3e intervenant pour le financement du fonds climat. Il s'agira aussi de faire en sorte que l'adaptation climatique puisse trouver une place de choix dans les nouveaux accords signés en Egypte.

Abdrahamane Dicko / Source : Mali Tribune

ANNONCE BOURSE

B2GOLD informe qu'il est ouvert un programme d'octroi de bourses aux étudiants de séries scientifiques (**nouveaux bacheliers ayant une moyenne supérieure ou égale à 13/20**), pour une formation dans différents domaines :

- INGÉNIRAT MINES/GÉOLOGIE,
- INGÉNIRAT GÉNIE CIVIL ;
- INGÉNIRAT ENVIRONNEMENT.

Les formations se dérouleront dans des instituts maliens spécialisés.

LE DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE DONT LA DATE LIMITE EST FIXÉE AU 28 OCTOBRE 2022 À 12H 00 COMPORTE :

1. Une lettre de motivation comportant le choix du domaine ;
2. Une copie ou une attestation certifiée du Baccalauréat 2021-2022 ;
3. Les relevés de notes du Baccalauréat 2021-2022 ;
4. Un certificat d'indigence pour les étudiants dont les parents sont en situations précaires;
5. Le certificat de résidence ;
6. Un extrait d'acte de naissance.

Toutes les demandes doivent être envoyées en double exemplaire (avec la mention du domaine de la formation choisie sur les enveloppes) à l'attention de Monsieur le Directeur des Ressources Humaines de B2Gold Mali à l'adresse suivante :

Les demandes peuvent également être envoyées par courrier électronique à l'adresse suivante Mali.FEK.HR@b2gold.com en incluant dans l'objet du message **B2G.Bourses**.



B2GOLD MALI
Porte 653 Rue 28
Cite du Niger 2
BPE 4855 Bamako Mali

Ce programme est offert par voie de sélections. Le nombre de bourse étant limité, seuls les candidats au mérite dotés d'un excellent potentiel et d'un véritable engagement personnel auront une chance d'être sélectionnés. Compte tenu du fait que B2GOLD accorde une priorité élevée à l'égalité des genres, une attention particulière sera portée aux candidatures féminines pour une représentation équitable.

Nous remercions tous les postulants de leur intérêt pour B2Gold.; Toutefois, seuls les candidats sélectionnés seront contactés.



www.b2gold.com



Ministre de la Refondation de l'Etat - MRE



SIGRH

Projet SIGRH : Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines

Suite au lancement officiel du Projet **SIGRH - Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines** de l'Etat et des Collectivités Territoriales le 24 mai 2022 par le Président de la Transition, Chef de l'Etat le **Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions - MRECRI** a l'honneur de vous informer du démarrage de la phase de **Recensement des Agents de l'Etat et des Collectivités Territoriales** sur toute l'étendue du territoire national et dans les missions diplomatiques et consulaires.

Au cours de cette opération, qui se déroulera **du Jeudi 1er septembre 2022 au 30 novembre 2022**, une **Fiche Individuelle de Collecte de Données** sera soumise par les différents Chefs de service compétents à chaque Agent concerné de leur ressort afin de la renseigner.

La fiche dûment renseignée doit être impérativement accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- **une copie de l'Arrêté d'intégration ou de la décision de recrutement ;**
- **une copie justifiant la position statutaire ;**
- **une copie de la carte NINA ou de la Fiche descriptive individuelle du RAVEC ;**
- **une copie de l'extrait d'acte de naissance.**

Sont concernés par le Recensement, tous les Agents de l'Etat et des Collectivités territoriales sur l'ensemble du territoire national et dans les ambassades et consulats, à savoir :

- les Agents fonctionnaires et contractuels de la fonction publique de l'Etat du statut général, des statuts particuliers et des statuts autonomes, sauf des Forces de Défense ;
- les Agents fonctionnaires et contractuels des collectivités territoriales des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'emploi et de la formation professionnelle pris en charge par l'Etat à travers le système de mise à disposition ;
- les enseignants des écoles communautaires (ECOM) et des animateurs CED, CAF, CAFé et CEI bénéficiant des appuis financiers du budget d'Etat sous forme de subventions ;
- les Fonctionnaires des collectivités territoriales du cadre de l'administration générale ; et
- les Agents contractuels des collectivités territoriales payés sur ressources propres.

Chers **Représentants de l'Etat, Agents de l'Etat et des Collectivités Territoriales, et Partenaires sociaux**, les Plus Hautes Autorités de la Transition comptent sur votre accompagnement et attachent du prix à la pleine participation de tous et de chacun à la réussite de cette opération d'une importance capitale dans la nécessaire **Refondation de la Gestion des Ressources Humaines** de notre Administration publique et parapublique.



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Secteur minier : La contribution de Barrick Gold à l'économie malienne

En 25 ans de présence au Mali, la société Barrick Gold a rapporté à l'économie malienne 8,7 milliards de dollars. Elle a représenté, au cours de la dernière décennie, 5 à 10% du PIB malien : Chiffres donnés par son PDG, Mark Bristow, lors de la conférence-débats tenue au Centre international de conférences de Bamako (CICB) sur le thème : « Contribution de Barrick Gold Corporation à l'économie malienne et une mise à jour sur les activités du 3e trimestre 2022 ».

Selon Mark Bristow, au cours des 25 dernières années, Barrick Gold Corporation au Mali, anciennement Randgold, a rapporté 8,7 milliards de dollars à l'économie malienne. Au cours de la dernière décennie, cette société minière a rapporté, selon son premier responsable, 5% à 10% du PIB malien. Mark Bristow a profité de cette conférence-débats pour insister sur la bonne relation qui existe entre sa société et l'État malien. Il a déclaré que tout au long de son partenariat avec le Mali, « **Barrick a soutenu le pays dans les moments difficiles de son histoire. Ses relations avec les gouvernements successifs continuent d'être mutuellement bénéfiques, et le complexe minier de Loulo-Goukoto, l'un des actifs d'élite de niveau de la société, est en bonne voie pour atteindre ses objectifs de production pour 2022** ».

Selon le conférencier, Barrick Gold investit beaucoup au Mali pour le mieux-être des populations. « **Conformément à notre engagement à long terme au Mali, nous continuons à investir dans l'exploration pour prolonger la durée de vie du complexe, ce qui remplace régulièrement plus que l'or qu'il extrait chaque année** », a-t-il précisé.

664 millions de dollars injectés dans l'économie malienne les trois premiers trimestres de 2022

La contribution de la société Barrick Gold est importante dans l'économie malienne. Au cours des trois premiers trimestres de l'année en cours, elle aura injecté plus de 600 millions de dollars. « **Au cours des trois premiers trimestres de l'année 2022, Barrick a contribué à hauteur de 624 millions de dollars à l'économie malienne sous forme**



d'impôts, de redevances, de dividendes, de salaires et de paiements aux fournisseurs locaux, ce qui porte la contribution de Barrick pendant sa durée de vie, anciennement Randgold, à 8,7 milliards de dollars », a déclaré le conférencier.

Selon lui, les Maliens représentent 95% de la main d'œuvre du complexe Loulo-Goukoto et sont dirigés par une équipe de gestion entièrement malienne. Ce qui, selon lui, prouve que Barrick Gold Corporation contribue au développement économique du Mali.

Mark Bristow a également souligné que Loulo-Goukoto continue d'augmenter sa contribution indirecte à l'économie malienne par le biais des salaires et des paiements aux fournisseurs locaux, le total des contributions indirectes s'élevant à 427 millions de dollars. « **Les fournisseurs locaux représentent 80% des achats totaux de la mine** », a assuré Mark Bristow.

Selon lui, cette année, la société Barrick a fait un achat de 395 millions de dollars auprès des fournisseurs locaux. « **Ce qui représente 80% de ses achats totaux** », a-t-il rappelé.

Au titre de la contribution à l'économie malienne, la société intervient dans beaucoup de secteurs en faveur des communautés. « **Loulo-Goukoto a également amélioré de manière significative la qualité de vie des communautés environnantes grâce à ses investissements dans des projets visant à leur fournir un accès aux soins de santé, à l'éducation, à la sécurité alimentaire et à l'eau potable** », a précisé Mark qui précise qu'« **un programme de formation continue dans le développement des entrepreneurs locaux a été lancé** ».

La société a, de même, significativement contribué dans la lutte contre le paludisme dans ses zones d'intervention.

Il faut rappeler que la conférence-débat s'est tenue en présence de Soussourou Dembélé, secrétaire général du ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau ; de Mahamadou Samaké, directeur régional du groupe Afrique de l'Ouest...

Anguimé Ansama

Programme de développement intégré et durable du Sourou : Pour un décollage économique des collectivités

Les travaux de la présentation du Programme de Développement Intégré et Durable du Sourou (PDIDS) ont été présidés jeudi 27 octobre 2022, par le colonel Abdoulaye Maiga, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. Objectif : accroître la production et la productivité dans les zones agro-écologiques de la vallée de Sourou, c'est l'initiative fédératrice des collectivités territoriales membres inter-collectivités de Sourou. La cérémonie a enregistré la présence du président de coopération inter-collectivités de Sourou Abdramane Poudiougou, de l'ambassadeur du Pays-Bas, Harry Putker et de plusieurs autres personnalités.



La présente rencontre, qui marque le début d'une série d'animations et de sensibilisations des acteurs publics nationaux autour du PDIDS, permettra son appropriation et son intégration parmi les projets prioritaires du gouvernement de la transition, pour en assurer un meilleur partage.

Elle sera une occasion d'échanges d'idées et d'expériences avec les membres de l'Inter Collectivités du Sourou sur les axes stratégiques du programme, ainsi que les attentes en matière d'appui-conseil des services déconcentrés de l'État respectifs, pour une meilleure gestion du sous-bassin du Sourou.

Pour ce faire l'accompagnement, du ministère du Développement rural et celui des Mines de l'Énergie et de l'Eau, en faveur des initiateurs de ce programme sera indispensable pour sa réussite.

Pour le Président de la coopération inter-collectivités de Sourou, Abdramane Poudiougou, ce programme constitue un plan fédérateur pour la promotion d'un développement intégré et durable de Sourou. Il est mis en place par 30 collectivités dont 26 Communes, 3 Conseils de cercle et un conseil régional des régions Bandiagara, Mopti et Douentza.

L'objectif consiste à transformer les potentialités au bénéfice des populations de Sourou. D'où la mise en place d'un programme de développement, comprenant 17 axes stratégiques, pour un montant estimé à 190 milliards de FCFA.

Au nom des partenaires techniques et financiers du programme de développement intégré et durable de Sourou, l'Ambassade des Pays-Bas s'est engagée à soutenir ce projet fédérateur.

« Un de nos projets dans cette zone consistait à étendre la superficie de terres irriguées à l'extension des zones d'irrigations. Cela pourrait avoir un impact majeur sur l'ensemble du bassin. En mobilisant plus de partenaires nous pourrions ensemble redresser, dans une approche intégrée, la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau et les effets du changement climatique ».

Le colonel Abdoulaye Maiga, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, a présenté ce programme comme une référence qui doit servir de source d'inspiration pour l'ensemble des collectivités territoriales, pour la définition et la mise en œuvre de projet commun de développement.

C'est pourquoi, il a félicité les initiateurs de la coopération Inter-Collectivités du Sourou qui visent à soutenir le développement des communautés de 26 Communes, 3 Conseils de cercle des régions Bandiagara, Mopti et Douentza.

Le Mali dispose d'importantes ressources hydrauliques, halieutiques, fauniques etc. Aussi, ce potentiel, doit être mis à profit pour opérer le changement attendu des systèmes de production, dans le but d'atteindre la souveraineté alimentaire.

En ce sens, déclare Abdoulaye Maiga, la dynamique de la Coopération Inter-Collectivités de Sourou conforte le gouvernement de la transition sous le leadership du colonel Assimi Goïta dans ses orientations stratégiques.

Il a, en outre, témoigné sa satisfaction au regard de la mobilisation partielle du financement de ce programme d'un montant de 16,4 milliards Francs CFA par le Royaume des Pays-Bas et 13 millions de Francs CFA par Acting For Life et l'Union Européenne.

■ Ibrahim Sanogo

Hygiène en milieu scolaire : Les acteurs éducatifs multiplient les initiatives

Le ministre de l'Éducation Nationale, Sidibé Dédéou Ousmane, a présidé, vendredi 28 octobre 2022, la cérémonie d'ouverture d'un atelier de validation de politique du Plan Stratégique National de la Promotion de l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement en milieu scolaire 2018-2025. C'était en présence de plusieurs partenaires de l'éducation dont la Représentante résidente de l'UNICEF, Andrea Berther, les membres du cabinet du ministère de l'Éducation nationale, les Chefs des structures centrales du département de l'Éducation, les chefs des services techniques des départements concernés par la promotion de l'Eau, l'Hygiène, l'Environnement et l'Assainissement.

Il faut signaler que cet atelier de validation est organisé par le ministère de l'Éducation Nationale à travers la direction nationale de l'enseignement fondamental et financé par l'UNICEF.

Le plan stratégique national de la promotion de l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement à l'école 2018-2022 étant insuffisamment mis en œuvre (compte tenu de la crise politico-sécuritaire avec des impacts négatifs sur les projets/ programmes WASH en milieu scolaire), le gouvernement du Mali, à travers le ministère de l'éducation nationale, a décidé de l'étendre sur la période 2018-2025 en espérant atteindre les objectifs assignés (80% des écoles du Mali, de l'éducation préscolaire et spéciale, de l'enseignement fondamental et de l'éducation non formelle à disposer du paquet minimum d'eau, hygiène et assainissement (WASH).

Dans son intervention, la Représentante Résidente de l'UNICEF, Andrea Berther a fait savoir qu'au Mali, selon le programme du suivi conjoint OMS/UNICEF, 60% des écoles ont accès à un point d'eau amélioré et fonctionnel. 63% des écoles au Mali sont équipées d'installation de lavage de main avec de l'eau et du savon. Cependant, seulement 30% des écoles sont dotées de latrines améliorées, séparées pour les filles et les garçons.

Ces acquis sont encourageants, mais ne doivent pas cacher les défis qui restent importants, pour que chaque école, au Mali, dispose d'un point d'eau potable, de latrines séparées pour les filles et les garçons en nombre suffisant et accessible aux enfants ayant des besoins spéciaux. Les écoles doivent également disposer de services pour la gestion de l'hygiène menstruelle, de dispositif lave-main devant les latrines et les salles de classes, pour une hygiène de main, de matériels d'assainis-



sement et de produits d'entretiens.

Le ministre de l'Éducation Nationale, Sidibé Dédéou Ousmane, a rappelé que le concept WASH à l'école a pris corps dans nos États à la suite de la Conférence Mondiale sur l'Éducation, tenue à Dakar en avril 2000. Depuis cette date, notre pays, en collaboration avec certains de ses partenaires stratégiques, s'est engagé dans cette nouvelle composante qu'est la Santé Scolaire avec un focus sur la Promotion de l'Hygiène en milieu scolaire. C'est dans ce contexte que plusieurs partenaires de mise en œuvre, avec à leur tête le ministère de l'Éducation nationale, ont initié et exécuté un plan stratégique de promotion de l'hygiène en milieu scolaire de 2011 à 2015 autour des objectifs du Sommet de Dakar, à savoir : contribuer de façon significative à l'amélioration des conditions d'hygiène en milieu scolaire, à la promotion de l'hygiène individuelle, à l'amé-

lioration de la santé à travers des activités d'accès à l'eau potable, à l'assainissement, à la formation des acteurs, à la sensibilisation et à la gouvernance scolaire autour de l'hygiène. « Après cinq années de mise en œuvre, il ressort que des améliorations significatives ont été constatées en milieu scolaire sur des questions comme l'accès au point d'eau potable, l'existence de latrines, l'assainissement de l'environnement, la responsabilisation des élèves et des autres acteurs dans la pérennisation des acquis en matière d'hygiène », a-t-il précisé.

Pour conclure, le ministre Sidibé Dédéou Ousmane a remercié particulièrement l'Unicef pour son accompagnement constant et sa générosité au profit des enfants maliens en général et de l'école malienne en particulier.

■ Ibrahim Sanogo

Mois du consommer local : Une aubaine pour les opérateurs économiques maliens

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed, a lancé le vendredi 28 octobre 2022, le « Mois du consommer ». La troisième édition du concept "Mois d'octobre, mois du consommer local" est placée sous le thème "Consommation des produits locaux, un levier d'accroissement des investissements productifs, de développement et d'intégration régionale". C'était en présence du Ministre du Développement rural, Modibo Keita, de son collègue en charge de l'Artisanat de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo, du Représentant Résident de la Commission de l'UEMOA au Mali, Mamadou Moustapha Barro, des représentants des Ambassades du Burkina Faso, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, du Niger, des Consuls du Bénin et du Togo.



Faut-il le rappeler ? Le mois d'octobre a été choisi par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, comme "Mois du consommer local". Initiative des ministres en charge du Commerce des pays de l'espace UEMOA, ce programme vise à accompagner les efforts de transformation des produits locaux dans tous les pays membres de cet espace communautaire, à travers la promotion des productions nationales.

Au Mali, une lettre circulaire du Premier ministre - recommandant les achats d'aliments locaux aux administrations et entreprises publiques - a été officialisée à cette occasion. Il s'agira, par cet acte de haute portée politique, de profiter de la croissance, et de la demande du marché intérieur. Une initiative destinée à encourager les efforts consentis pour valoriser la transformation locale, à travers un soutien fort à la commande publique et des produits alimentaires du terroir.

La Vice-présidente de la Chambre de Com-

merce et d'industrie du Mali, Cissé Lalla Aicha Ascofaré, s'est réjouie de la tenue d'un tel événement, qui contribuera incontestablement à promouvoir le secteur de la transformation agroalimentaire au Mali.

Il s'agira pendant un mois, voire au-delà, de sensibiliser et d'interpeller les consommateurs à accorder plus d'importance aux produits locaux, et cela, particulièrement dans l'agroalimentaire.

« **En dédiant tout un mois à la promotion du "Consommer local", avec un accent particulier sur la consommation des produits et services locaux, l'UEMOA, entend donner matière aux PME qui sont considérées comme des actrices économiques à part entière. Une occasion, de contribuer à amortir les chocs exogènes et réduire significativement les effets des crises extérieures sur les économies et les populations** », a-t-elle dit.

Pour sa part, Mamadou Moustapha Baro, représentant résident de la Commission de l'UE-

MOA au Mali, a souligné que le mois du "Consommer local" est plus qu'un concept, mais un mode de vie qu'il faudra adopter afin de créer les conditions favorables à l'émergence de l'initiative privée, et à l'accroissement de l'entrepreneuriat des jeunes, qui sont les véritables leviers de créations de richesses, une contribution dans la réduction du chômage, et un renforcement de la compétitivité. Avant de procéder officiellement au lancement du mois du "Consommer Local", le Ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Mahmoud Ould Mahamoud, a tenu à rappeler ceci : « **Si nous faisons du consommer local une priorité, nous produirions plus, et si nous produisons plus, nous produirions à moindre coût, et si nous produisons à moindre coût, nous deviendrions plus compétitifs** ». La troisième édition du concept "Mois d'octobre, Mois du consommer local" est placée sous le thème "Consommation des produits locaux, un levier d'accroissement des investissements productifs, de développement et d'intégration régionale". Pour cette édition, à l'affiche, expositions, vente promotionnelle de produits locaux, séances de dégustation de mets locaux. Ensemble, perpétuons la tradition en consommant davantage les produits maliens.

« Chers producteurs, promoteurs de produits, de biens et services locaux, la 3ème édition du Mois du Consommer Local s'annonce remplie de belles opportunités pour chacun de vous », a-t-il conclu, en invitant les promoteurs à saisir l'occasion.

■ Ibrahim Sanogo

Solidarité : L'ONG, « FAITES UN GESTE » vole au secours des personnes vulnérables

L'ONG « FAITES UN GESTE » a organisé sa 2e session du Gala de charité dédié à l'entraide, dénommé DEME SU. Cette activité a pour objectif de collecter des fonds pour soigner 5 malades graves et épauler 5 familles vivant dans la précarité.

L'ONG, « FAITES UN GESTE » est une initiative de Youssouf Mangara et Cheick Tidiani Diarra, les co-directeurs d'Ouverture média.

Dans ses propos liminaires, Aichata Sanogo, coordinatrice de l'ONG, « FAITES UN GESTE » a expliqué que le Mali traverse de graves difficultés économiques et financières, dues à la crise sociopolitique. « Nous sommes durement éprouvés depuis plusieurs décen-

nies... Le gouvernement de Transition, malgré les multiples efforts, ne saurait faire face tout seul à toute cette crise. C'est dans cette optique que L'ONG « FAITES UN GESTE » a décidé d'apporter sa pierre à l'édifice nationale en mettant en place cet élan de solidarité », a-t-elle précisé.

Ceci, souligne - t-elle, dans le but d'améliorer la qualité de vie de certains de nos concitoyens

qui en ont grandement besoin. « En plus des nombreuses aides qu'elle a apportées aux personnes qu'elle a enregistrées, suivies et prises en charge, dans le domaine sanitaire, l'organisation de la deuxième édition de la nuit de l'entraide, a pour objectif de collecter des fonds pour soigner 5 malades graves et épauler 5 familles vivant dans la précarité », a précisé la coordinatrice de l'ONG, « FAITES UN GESTE ». Enfin, elle a exprimé sa reconnaissance à toutes les personnes qui n'ont ménagé aucun effort pour les accompagner au cours de l'année 2022. « Vos dons, vos soutiens... nous ont permis de soulager certains de nos frères et sœurs qui en avaient fortement besoin », a-t-elle déclaré, en guise de gratitude.

■ Maffenin Diarra



Monsieur le ministre chargé des actions humanitaires de la solidarité et des déplacés, Madame la ministre de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Madame la représentante du mouvement politique et citoyen Anbiko, Monsieur le président de la Fondation Empower Mali, Messieurs les cofondateurs de l'ouverture media et de l'ONG faites un geste Chers partenaires techniques et financiers, Mesdames et Messieurs, honorables invités, vous qui nous suivez à travers les médias. En vos rangs et grades respectifs, Bonsoir et bienvenue à DEME SU - La Nuit de l'entraide.

Chers invités, la 2ème session du Gala de charité - DEME SU au quel vous êtes invités est l'occasion pour nous d'exprimer notre reconnaissance à ceux ou celles qui nous ont soutenu et accompagné au cours de l'année 2022. Vos dons, vos soutiens de quelques natures que ce soit nous ont permis de soulager certains de nos frères et sœurs qui en avaient fortement besoin.

Seydou Traore, un petit garçon âgé de seulement 6 ans atteint d'une tumeur depuis plus de 3 ans est actuellement hospitalisé à l'hôpital Ibn Rochd de Casablanca.

D'autres n'ont pas eu cette chance. Je pense notamment à Awa Dramé qui, après un grave accident est aujourd'hui cloué à la maison, complètement démunie avec trois enfants dont l'avenir est incertain, un loyer à payer, et une famille à nourrir ...

Combien de maliens vivent dans des situations similaires ? Des milliers vous me le direz certainement.

Mesdames et Messieurs, à l'instar des problèmes sanitaires qui nous préoccupent tous, le Mali traverse de graves difficultés économiques et financières, dues à la crise socio-politique aux quels nous sommes confrontés.

Nous sommes durement éprouvés depuis plusieurs décennies. Le gouvernement de

Transition malgré les multiples efforts ne saurait faire face tout seul à toute cette crise.

C'est dans cette optique que L'ONG « FAITES UN GESTE » a décidé d'apporter sa pierre à l'édifice nation en mettant en place cet élan de solidarité.

Ceci dans le but d'améliorer la qualité de vie de certains de nos concitoyens qui en ont grandement besoin.

En plus des nombreuses aides qu'elle a apportées aux personnes qu'elle a enregistrées, suivies et prises en charge, dans le domaine sanitaire, l'organisation de la deuxième édition de la nuit de l'entraide a pour objectif de collecter des fonds pour soigner 5 malades graves et épauler 5 familles vivant dans la précarité.

Ces chiffres, nous aimerions les multiplier par mille mais hélas ! Et comme les plus sages disent « Même sans espoir, la lutte est encore un espoir ».

Chers invités, chers humanitaires et humanistes, nous avons 5 personnes gravement malades, 5 familles démunies que vous allez découvrir tout à l'heure, elles souffrent dans leur chair et dans leur âme, et elles ont besoin de notre aide, de votre aide et de l'aide de tout le monde.

Nous ne le pouvons pas tout seul, vous ne le pourrez pas seuls, c'est ensemble que nous pourrons.

Je voudrais rappeler ceci pour nous tous « Il faut vivre les uns pour les autres et non pas les uns contre les autres. Il faut remplacer l'exploit solitaire par une réussite solidaire. Nous sommes solidaires, emportés par la même planète, équipage d'un même navire. »

Nous espérons très sincèrement pouvoir leur apporter de l'aide à hauteur de souhait.

Avant de terminer mes propos, je voudrais dire un mot à cette dame qui est entrain de nous suivre à travers les médias. Cette dame dont la générosité et la grandeur d'âme sont inqualifiables. Il s'agit bien sûr de Fatoumata Batouly Niane.

Au nom de tous les malades, démunis et du personnel de « FAITES UN GESTE » nous vous disons Merci, merci pour tout ce que vous faites pour les autres.

Messieurs Youssef Mangara et Cheick Tidiani Diarra Merci à vous pour l'initiative de « FAITES UN GESTE », merci pour la confiance placée à ma modeste personne.

Merci à tous ceux qui œuvrent Nuit et jour pour l'aboutissement de nos différents projets.

Sans vous, nous ne serions pas réunis ce soir. Merci à tous nos partenaires : le Groupe GRANADA hôtel Mali - Meridiana, le mouvement ANBIKO, Prestige consulting, Petro Bama, la boisson 3X, la malienne de l'automobile, ROI 12 12, le thé achoura merci à vous.

Grand merci à tous les artistes qui ont accepté d'être avec nous ce soir.

Je terminerai mes propos par cette citation qui dit que « Lorsque vous offrez de l'aide à un individu, celui-ci est touché au plus profond de son cœur. Emu, il ressent lui-même ensuite de la compassion pour les autres. De cette simple façon on peut transformer le monde. »

Merci pour votre attention, excellente soirée à tous.



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org

Éducation aux Valeurs : Le Programme National élaboré par le Comité d'Experts validé

La cérémonie de clôture de l'atelier de validation du projet du Programme National d'Éducation aux valeurs (PNEV) et son plan d'action national s'est tenue le vendredi 28 octobre 2022 au CICB. A cette occasion, le ministre Ibrahim Ikassa Maïga a exprimé sa reconnaissance au comité d'experts sa houlette du président Adama Samassekou.



L'activité a été présidée par le ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga, qui avait à ses côtés, le ministre de la Santé et du Développement social, Diéminatou Sangaré et le président du comité d'experts, Adama Samassekou.

Au cours de la cérémonie, le ministre Adama Samassekou a précisé que le Programme-cadre, procède de la vision de la refondation. Sa structure est faite de rappels, de réflexions et d'analyses, de regards, d'évaluations, mais aussi de préconisations sur le système de valeurs destiné à l'enseignement et l'éducation civique, morale et patriotique. Sa mise en œuvre interviendra à travers un partenariat du Gouvernement avec toutes les composantes actives de la société.

« Deux jours durant nous nous sommes retrouvés à nouveau pour parler de valeurs, pour évoquer ce qui constitue l'es-

sence de notre maliennalité, notre attachement à ce pays qui nous est si cher », a déclaré le ministre de la Refondation de l'Etat.

Aussi, il a souligné, qu'avec ces quelques jours de débats, où toutes les questions furent abordées, chacun aura noté le fort engouement des uns et des autres et la volonté unanime d'ériger nos valeurs en référentiels pour la construction du Mali nouveau.

Il a saisi l'occasion pour réitérer sa profonde gratitude aux membres du Comité d'Experts pour les efforts déployés pendant ces neuf mois écoulés. « Nous pouvons bien nous réjouir que le Programme National d'Éducation aux Valeurs soit désormais une des pierres angulaires du vaste chantier de la refondation, pour l'avènement d'un nouveau Mali, ce, grâce aux conclusions de vos travaux qui se sont déroulés dans cet esprit », s'est-il réjoui.

De même, le chef du département de la Refondation de l'Etat a précisé que le PNEV, n'aurait jamais été sans l'engagement altruiste et intellectuel du comité d'Experts qui n'a rien épargné de ses ressources.

« Notre conviction est désormais établie que nos valeurs doivent prendre la place qui est la leur, condition sine qua none pour l'avènement d'un Mali qui assume son identité parce que regardant ce qui en constitue l'âme, c'est-à-dire son riche patrimoine de Valeurs », a-t-il déclaré.

Enfin le ministre Ikassa Maïga a annoncé que la mise en cohérence du plan d'actions du PNEV avec les attributions des départements sera le prochain chantier du gouvernement, avant l'examen et l'adoption du Programme d'Éducation aux Valeurs et son plan d'actions par le Conseil des Ministres.

■ Maffenin Diarra

L'avant-projet de la nouvelle constitution : L'Islam comme religion d'Etat ou officielle ?

Le Cadre de Concertation des Associations Islamiques (AL OURWATOUL WOUSQA) a été créé le 07 juin 2022 à Bamako par une dizaine d'associations islamiques, en vue de mettre en place un cadre d'échanges, de concertation et de partage d'expériences pour mieux défendre les intérêts des musulmans. Le 19 Octobre dernier, son Bureau Exécutif a organisé un atelier d'échanges sur l'avant-projet de la nouvelle constitution. Pour les membres du cadre, l'avant-projet de la nouvelle constitution ne reflète pas les aspirations du peuple maliens et surtout ceux de la communauté musulmane du Mali. Ils ont, en réaction, défini - selon eux - les voies et moyens pour permettre l'obtention d'une constitution adaptée à leur identité islamique. En définissant l'Islam comme religion d'Etat ou, à défaut, la reconnaître comme religion officielle et majoritaire du peuple



Suite à la publication du nouveau texte de loi fondamentale, plusieurs organisations et leaders d'opinions - parmi lesquels ceux du cadre de concertation des associations islamiques « AL OURWATOUL WOUSQA » -, ont exprimé leurs désaccords sur certains articles.

Pour le Secrétaire Général du Cadre Dr MAIGA Mahamane, la rédaction d'une nouvelle constitution intervient à un moment où le peuple malien, à travers l'ensemble de ses composantes et sensibilités, réclame avec force, une refondation totale du système de gouvernance de notre pays. Or, dans toute entreprise de réforme sérieuse que voudrait engager un pays,

la loi fondamentale constitue le premier soubassement.

Pour ceux qui pensent naïvement que « laïcité » signifie liberté de culte, il faut leur enseigner que « laïcité » veut dire plutôt l'absence de références à Dieu. La laïcité prône une gouvernance politique, économique et sociale sans Dieu, sans aucune référence aux valeurs divines. Le nouveau Mali ne se construira pas avec une jeunesse livrée à la dépravation des influences culturelles. Un Mali laïc c'est tout simplement une trahison vis-à-vis de notre longue histoire. Tombouctou, la vieille cité éternelle islamique, qui a brillé sur le Moyen-âge ne se reconnaîtrait pas dans un

Mali laïc. Le Mali dont rêve les Maliens n'est pas un Mali de libertinage où les hommes se marient entre eux et les femmes entre elles. Le Mali dont nous rêvons est un Mali moderne, mais pas moins assis fermement sur ses valeurs morales et spirituelles, où la jeunesse, les femmes et la famille sont protégées et éduquées avec des valeurs de droiture, de probité, de solidarité, d'entraide, de protection des faibles, de paix, de courage et de dévouement. Tous les pays scandinaves, toutes les monarchies et toutes les grandes puissances du monde ont leurs religions d'État respectives. Même la Russie après l'effondrement de l'Union Soviétique, est revenue à l'Église or-

thodoxe comme religion d'État. Ces constitutions sommairement copiées et collées, hâtivement promulguées, sans cesse violentées et quotidiennement piétinées par les gouvernants, participent d'une longue et pathétique marche dans l'obscurité d'une Elite qui a oublié d'où elle vient et qui ne sait pas où elle va. Le perpétuel recommencement auquel cette Elite laïque livre la destinée des Maliens a pour mal l'absence de valeurs morales formelles dans la gouvernance. Qu'on ne trompe pas donc les Maliens. Les choses ne changeront en rien si le Mali doit se reconstruire sans Dieu. Qu'on ne vende pas de faux espoirs aux Maliens ! explique l'imam Dr Maiga Mahamane, en substance

Proposition des articles de la nouvelle Constitution

Les membres du bureau exécutif du Cadre de Concertation des Associations Islamiques (AL OURWATOUL WOUSQA, après avoir passé en revue les 195 articles, font des contrepropositions par rapport à la laïcité : « Le peuple Souverain du Mali, réaffirme son attachement à la forme républicaine et à ses valeurs religieuses et sociétales ». Ils suggèrent aussi de

supprimer la laïcité de la constitution.

ARTICLE 8 : Tout ce qui n'est pas interdit par la loi et qui ne porte pas atteinte à nos valeurs religieuses et sociétales ne peut être empêché et nul ne peut être contraint de faire ce qu'elle n'ordonne pas.

NÉANT : Définir l'islam comme religion d'état ou à défaut la reconnaître comme religion officielle et majoritaire du peuple.

ARTICLE 31 : Les langues parlées au Mali par une ou plusieurs communautés linguistiques font partie du patrimoine culturel. Elles ont le statut de langues nationales et ont vocation à devenir des langues officielles. La loi fixe les modalités de protection, de promotion et d'officialisation des langues nationales. Le français, l'arabe et le bambara sont les langues d'expression officielles. L'État peut adopter, par la loi, toute autre langue étrangère comme langue d'expression officielle.

NÉANT : Criminaliser de façon explicite l'homosexualité ; les pratiques des transgenres et tout autre union contre-nature et punir toute personne qui contribuerait à la promotion de tels actes.

ARTICLE 11 : Tout citoyen a droit à l'instruction. L'enseignement public est obligatoire, gratuit et confessionnel selon l'appartenance

religieuse du citoyen. L'enseignement privé est reconnu et s'exerce dans les conditions définies par la loi.

NÉANT : Conformément aux aspirations du peuple malien à la liberté et à la dignité exprimées depuis le soulèvement populaire du 26 Mars 1991, le Cadre exige l'instauration du multipartisme intégral incluant la formation de partis politiques ayant des projets de sociétés s'inspirant des valeurs religieuses notamment islamique comme c'est le cas dans toutes les grandes démocraties de référence.

NÉANT : Exiger que toutes les prestations de serment dans le pays se fassent conformément au statut religieux de l'intéressé (Coran pour les musulmans et Bible pour les chrétiens).

ARTICLE 185 : Les légitimités traditionnelles et religieuses, gardiennes des valeurs de la société, contribuent au renforcement de la cohésion sociale et à la gestion des conflits. Les différentes catégories de légitimités traditionnelles, leurs rôles et les modalités de leur intervention sont déterminés par la loi.

Bokoum Abdoul Momini



Éducation : Faire du pouvoir transitoire une opportunité pour l'école malienne



Dans son Essai, Pour une morale de l'ambiguïté, publié le 18 novembre 1947 aux éditions Gallimard, Simone de Beauvoir écrit : « Les hommes d'aujourd'hui semblent ressentir plus vivement que jamais

le paradoxe de leur condition. [...] Chacun d'entre eux a sur les lèvres le goût incomparable de sa propre vie, et cependant chacun se sent plus insignifiant qu'un insecte au sein de l'immense collectivité dont les limites se

confondent avec celles de la terre ; à aucune époque peut-être ils n'ont manifesté avec plus d'éclat leur grandeur, à aucune époque cette grandeur n'a été si atrocement bafouée. Malgré tant de mensonges têtus, à chaque instant, en toute occasion, la vérité se fait jour : la vérité de la vie et de la mort, [...] de l'insignifiance et de la souveraine importance de chaque homme et de tous les hommes [...] C'est dans la connaissance des conditions authentiques de notre vie qu'il nous faut puiser la force de vivre et des raisons d'agir. » Il y a vraiment des œuvres littéraires qui ne vieillissent pas. Le monde de l'après « Seconde Guerre mondiale des blancs » était – il plus ambigu, plus dérégulé, plus absurde que celui d'aujourd'hui ? La grandeur humaine était – elle plus « atrocement bafouée » en 1947 qu'elle ne l'est en 2022 ?

Notre propos, ne concerne pas le monde actuel et ses dérèglements, ses égarements, truffé d'écarts immoraux pris par une certaine secte idéologiquement en panne et dont les membres font ce que les animaux mêmes s'interdisent : ceux de même sexe se mettent en couple, et veulent imposer cette ignominie au reste du monde. Ce qui nous intéresse, c'est ce que Simone de Beauvoir dit plus loin dans son livre :

« C'est au sein du transitoire que l'homme s'accomplit, ou jamais ».

Une transition, c'est le passage d'un état à un autre. Un gouvernement ou un régime transitoire caractérise le passage d'un « régime permanent » à un autre « régime permanent ». S'il est bâti sur un exécutif impartial et neutre, un régime transitoire est une mine d'opportunités, car il a l'avantage d'abolir les antagonismes entre l'hégémonie d'une majorité politique arrogante et les pièges assassins d'une opposition en quête de pouvoir. Dans le cas actuel du Mali, les autorités de la Transition ont lancé un ambitieux programme de refondation qui, en principe, devrait comporter deux aspects principaux devant réinventer l'État-Nation. D'un côté, il faut refonder l'État ; de l'autre, il s'agit réparer la Nation. Et le second aspect du travail est primordial. Il faut trouver des stratégies pour sortir de l'affaissement patriotique dans lequel le pays est plongé et qui n'est nullement le résultat de la

gestion des seules 30 dernières années. La cause des vraies difficultés internes du pouvoir actuel, c'est ce faux narratif, cette volonté de distorsion de l'histoire politique contemporaine du Mali : attribuer tous les maux du pays à l'avènement de la démocratie formelle en 1991. La corruption et la délinquance financière n'ont jamais été absentes de notre gouvernance : conception ou sélection de projets non économiques pour des fins personnelles, fraudes lors des appels d'offres, rémunérations illégales, blocage délibéré de l'application régulière des dispositions légales et réglementaires, utilisation abusive d'informations confidentielles pour des fins personnelles, vol, détournement de patrimoine public, commerce des postes officiels, promotion imméritée, falsification de documents, utilisation d'une position administrative pour acquérir des gains illicites... toutes les dérives étaient là avant mars 1991. L'indifférence à la souffrance des autres, le manque de respect pour le bien public, l'accumulation éhontée de biens au détriment du bien-être du grand nombre ne sont pas des inventions des acteurs politiques de mars 1991. On peut reconnaître que la proportion a évolué avec le pluralisme démocratique. Il faut donc sortir de ce lynchage psychologique et réaliser l'union sacrée que j'appelle depuis longtemps. En mai 2021, j'ai écrit que si Assimi et Choguel veulent être à hauteur de l'Histoire, ils doivent « rassembler pour construire ».

Notre propos, c'est qu'on a l'impression que la refondation dont on parle tant se fait sans la composante essentielle à la réparation d'une nation : l'EDUCATION. C'est par elle et par elle seule qu'on fabrique « l'homme accompli » à propos duquel Antoine-Auguste Prévaut écrit : « Comme l'homme est incomplet, le plus accompli est celui qui a le moins de défauts ». Le grand Cicéron lie la notion d'homme accompli à un comportement fondé sur la culture, faisant du mot humanitas un programme pédagogique et culturel qui concerne surtout l'enfant, ses apprentissages et son acquisition des savoirs. L'humanitas du philosophe Cicéron se définit bien davantage en lien avec l'homme appréhendé dans sa maturité, façonné par ses actions privées et publiques. A la suite de Cicéron, Emmanuel KANT, un autre philosophe nous a enseigné que l'homme ne peut devenir homme que par l'éducation. Il est donc impossible de parler de refondation (de

l'Etat ou de la Nation) sans inclure dans ce programme une composante - éducation.

Pourtant, il faut admettre que s'il y a un domaine où la Transition actuelle est moins visible en termes de mise en place des fondements d'un exigeant redressement collectif, c'est bien l'éducation. Il est vrai que les grands spécialistes du domaine conviennent que l'accroissement de l'efficacité d'un système éducatif est une tâche très difficile, qui prend des générations. « Le système éducatif est une lourde machine, dotée d'une grande force d'inertie [...] Si l'on veut rendre l'école plus efficace, il faut s'attaquer aux problèmes avec continuité et patience, renoncer aux effets d'annonce et à la pensée magique, comprendre que la réforme de l'école n'est pas une guerre-éclair, mais une longue marche. » (Philippe Perrenoud, Dix principes pour rendre le système éducatif plus efficace, 2002). Mais il est tout aussi vrai que moderniser un système éducatif est nécessairement une entreprise systémique. C'est au système qu'il faut s'attaquer dans sa complexité et dans sa globalité. Magnifier les détails par un effet de « grossissement épique » n'est nullement porteur dans le pilotage d'un système éducatif. Nous soumettons donc aux autorités de la Transition ce qui suit.

Aller à l'essentiel et arrêter le supplice de l'école malienne :

Dans son article (très célèbre) intitulé « J'accuse... ! », publié dans le journal L'Aurore du 13 janvier 1898 sous forme de « Lettre Ouverte » au président de la République française Félix FAURE, Émile ZOLA écrit : « Je n'ai qu'une passion, celle de la lumière, au nom de l'humanité qui a tant souffert et qui a droit au bonheur. » Notre passion à nous, c'est aussi la lumière, mais plus de lumière pour l'école malienne « qui a tant souffert et a droit à l'efficacité » Il y a longtemps que nous avons remplacé « le droit à l'éducation » par « le droit d'être à l'école ». La résultante de cette attitude est un renoncement à des produits de qualité sortis de nos établissements scolaires, instituts, universités et grandes écoles. Or, « l'efficacité de l'école se situe, au cœur des plus grands enjeux collectifs et individuels. Enjeux collectifs, car dans une économie de la connaissance qui se mondialise, c'est à l'école que se forge la compétitivité des nations. Enjeux in-

dividuels car, dans une économie de la connaissance, l'échec de l'école est devenu le principal facteur d'exclusion sociale. »

Il faut rappeler que les écoles sont des constructions selon au moins deux sens différents : en tant que « bâtiments », ce sont des espaces physiques, de briques, de béton et d'équipements ; en tant qu'interprétation de ce que les enfants doivent apprendre et comment, à l'école, ce sont aussi des « constructions sociales ». « L'école n'a pas de sens si elle renonce à toute exigence ou n'enseigne pas le dixième de ce qui paraît nécessaire dans une société contemporaine », nous enseigne un spécialiste. Pour nous, « aller à l'essentiel », c'est donc offrir une éducation de qualité à nos élèves, les aider à grandir et à devenir indépendants. Pour cela, il nous faut identifier et tenir fermement les leviers d'une éducation de qualité. Ces leviers sont nombreux, et nous retenons quelques-uns dans le cadre cette analyse :

Levier 1 : Faire un diagnostic approfondi du système éducatif.

Dans l'introduction mon livre La Fabrique Sociale, regard sur l'école malienne..., on peut lire : « La situation actuelle de l'école malienne nécessite des enquêtes approfondies, et notre conviction est que la solution tant attendue ne peut pas venir de regroupements de toutes les sensibilités du pays entre quatre (4) murs[...] Sortir le système éducatif malien des difficultés énormes qui ralentissent sa marche et celle du pays tout entier, c'est une question de survie pour notre nation. Dans la situation actuelle du monde, progresser, aller de l'avant nécessitent l'acquisition de compétences pointues et une capacité d'adaptation que notre école n'offre plus aux fils du pays. Des fils du pays qui, eux-mêmes, ont rompu avec l'effort nécessaire à la réalisation de belles performances et à la construction de compétences pouvant leur permettre d'être compétitifs sur le marché du travail. » Il faut franchement sortir des diagnostics d'opinion qui ont apporté peu de progrès au système éducatif malien malgré leur nombre élevé :

- 1976 à Sikasso : 1er Séminaire National sur la Ruralisation de l'Enseignement ;
- Décembre 1978 : 2ème Séminaire National sur l'Education ;
- Mars 1989 : Etats Généraux de l'Education ;

- 16 au 21 septembre 1991 : Débat National sur l'éducation ;
- 3 au 7 septembre 1991 : Table Ronde pour l'EPT (Education Pour Tous) ;
- 30 octobre au 02 novembre 2008 : Forum National sur l'Education ;
- 27 au 29 novembre 2017 : Table-ronde sur l'éducation.

Ces rencontres qui regroupent toutes les sensibilités sociales du pays et au cours desquelles on met ce monde composite entre quatre murs sont en réalité des défouloirs où certains groupes (comme les enseignants, les associations de parents d'élèves, les dirigeants scolaires de tous ordres) sont sacrifiés pour expier les fautes de la nation entière. Le courroux des répurateurs est généralement suivi d'un catalogue de bonnes intentions dont l'application pose problème, parce que le diagnostic même est superficiel. Il faut une enquête sérieuse (1 an au moins) pour faire l'état des lieux de tout le système, évaluer les besoins et sortir un plan de changement qualitatif. Il y a lieu de préciser que pour être efficace, une enquête de cette nature et d'envergure générale ne peut aucunement être l'affaire de la seule bureaucratie du niveau central du système éducatif. Confier une enquête à une ligne hiérarchique où chaque niveau se contente de la position adoptée par son supérieur immédiat, c'est passer à côté de l'objectivité recherchée. Mais cela ne signifie pas qu'il faut faire appel à « l'expertise internationale », à quelques 4 ou 5 personnes « pour qu'ils se substituent en totalité à la responsabilité du pays » et répondent à la place de 20 millions maliens. Une équipe pluridisciplinaire, constituée de spécialistes maliens du domaine comme des anciens dirigeants (du niveau central, des Académie d'enseignement, des CAP, des directions d'établissements...) peut bien conduire un diagnostic approfondi du système éducatif malien, à condition qu'elle dispose de moyens conséquents et qu'elle ne soit confrontée à aucune restriction dans l'accès aux sources d'information.

Levier 2 : Faire un bilan, à mi-parcours, de notre réforme éducative pour mieux conduire les innovations pédagogiques.

Il est un principe universel qui veut que dès qu'on lance la refondation d'un système édu-

catif, « revenir en arrière n'est jamais possible... » Il en est ainsi de la réforme de notre enseignement par la Pédagogie Convergente (PC - niveau fondamental), par l'Approche Par Compétences (APC - secondaire) et par le système Licence – Master – Doctorat (LMD- niveau supérieur). Nous y sommes rentrés, nous y restons ; mais il faut améliorer la nouveauté, à partir d'évaluations successives permettant d'adopter des solutions efficaces. Notre réforme éducative en cours correspond presque au « Socle Commun de connaissances et de compétences » des pays de l'OCDE, et dont le Parlement européen a défini, en 2005, les huit compétences que « tout élève doit savoir et maîtriser à la fin de la scolarité obligatoire. » :

- 1 - la communication dans la langue maternelle ;
- 2 - la communication en langues étrangères ;
- 3 - la compétence mathématique et les compétences de base en sciences et technologies ;
- 4 - la compétence numérique ;
- 5 - apprendre à apprendre ;
- 6- les compétences sociales et civiques ;
- 7- l'esprit d'initiative et d'entreprise ;
- 8-la sensibilité et l'expression culturelles.

Cette réforme a été en route en 2007 dans la plupart des pays de l'Union Européenne. Mais les fréquentes évaluations nationales ont entraîné des améliorations dans l'identification même des compétences à acquérir par les apprenants. Ainsi, de huit (08) compétences en 2007, la plupart des pays en sont aujourd'hui à cinq (05), et le mot « Culture » a été ajouté à l'intitulé du socle commun : « Socle Commun de Connaissances, de Compétences et de Culture. »

Voilà plus de dix (10) que nous avons pris, par contrainte, le train de la « pensée unique ». Les réformes curriculaires et le LMD ont été des effets de mode pour les pays qui ne choisissent pas librement les modèles de formation de leurs enfants. Mais, il faut s'arrêter pour diagnostiquer ce qui ne marche pas ou ce qui manque, et à y remédier en s'inspirant le plus souvent de ce qui marche. Car, la réforme dans laquelle notre système éducatif est engagé correspond à ce que les spécialistes qualifient de « type correctif/adaptatif ». Ce type de réforme « s'oriente vers l'amélioration de la qualité de l'éducation posée en termes de meilleurs résultats d'apprentissage ou de pertinence renforcée et d'efficacité externe accrue... Il se met dans l'air du temps en

adoptant dans la même perspective les innovations curriculaires, pédagogiques, technologiques et autres censées accroître la performance qualitative des systèmes ». Cette réforme ne peut aucunement réussir sans les ajustements, les remédiations et les mises à jour dans la recherche d'une meilleure qualité des enseignements. Le changement tourne autour des intrants intellectuels (curriculum, formation des enseignants et préparation des enfants à l'école) et des processus/procédures d'enseignement-apprentissage et d'organisation de l'école et de la classe.

En somme, il nous faut éviter la répétition d'une mauvaise expérience. Car, c'est bien 30 ans après l'adoption du Décret N° 138/P-RM du 06 Juin 1980 définissant les séries 10e Lettres (11e LL, 11e SH puis LLT et SHT), et 10e Sciences (11e SE, 11e SB puis SET et SBT) que nous avons fait des constats ahurissants : « Après le DEF, les élèves admis dans l'enseignement secondaire général sont orientés en sciences ou en lettres sur la base de critères très discutables... A la fin de l'année de 10e, les meilleurs élèves de Lettres sont orientés en 11e LL et les meilleurs de Sciences, en 11e SE. Cela a pour effet que les 11e SH et SB ne reçoivent que des élèves jugés faibles ou moyens. Les échecs massifs enregistrés au bac dans ces deux dernières séries s'expliquent en partie par cette orientation sélective... Les apprenants sont soumis à une spécialisation précoce... » (Extrait de : PROCESSUS DE REFORME DU LYCEE D'ENSEIGNEMENT GENERAL, ETAT DES LIEUX DES FILIERES ET SERIES DE L'ESG, Professeur Salikou SANOGO, Ministre de l'Education Nationale, 2011). Indiscutablement, une refondation des séries de l'enseignement secondaire général s'imposait. Mais il faut s'arrêter aujourd'hui et faire le bilan : état des lieux des nouvelles filières, les insatisfactions dans l'organisation pédagogique et au niveau des nouveaux programmes (les volumes horaires, les coefficients, les résistances aux changements introduits la PC, l'APC et le LMD); impact des nouvelles matières d'enseignement (comme l'Economie, le Dessin Technique et les Arts au lycée d'enseignement général) etc. Nous avons introduit la Philosophie depuis la 11e année : les résultats des candidats au Bac ont-ils connu une amélioration consécutive ? Nous avons drastiquement diminué les volumes horaires de la langue d'enseignement (le Fran-

çais) ; nous avons presque tué les LV2 (Allemand Arabe, Russe...) : quelle note peut-on attribuer à ces choix ? Que faire devant la répétition infinie de mauvais résultats en série T.S.Eco (une série scientifique) alors que la 11e S.E.S. qui y débouche reste fondamentalement littéraire ? Et d'autres questions encore et encore...

Levier 3 : Donner une formation musclée aux acteurs du niveau opérationnel du système éducatif.

On peut saluer les formations en APC organisées durant ces vacances par le département de l'Éducation Nationale. Car, pour qu'il y ait « apprentissage de qualité », il faut qu'il y ait « enseignement de qualité ». C'est au niveau-école (principalement les directions d'établissement et leur corps enseignant) que se réalise la rentabilisation de tous les investissements consentis par l'État et ses partenaires. Sans encadrement efficace, point d'école efficace. Les enseignants et les directions des établissements doivent donc bénéficier d'une formation appropriée (formation continue comme formation en cours d'emploi). Malheureusement, depuis, 2016, nous recrutons et mettons en classe des enseignants sans une formation en Approche Par Compétences (APC). « Un humoriste anglais disait

qu'on devient enseignant lorsqu'on ne sait rien faire d'autre. Ce n'est plus suffisant. Il ne suffit pas davantage de " se résigner " à enseigner lorsqu'on a rêvé d'être écrivain, chercheur ou grand reporter et qu'on revient sur terre. Enseigner est un métier trop difficile pour qu'on s'y engage par dépit, faute de mieux, parce qu'il faut bien gagner sa vie. » Nos anciens nous ont appris que celui qui a mangé du tôle ne peut pas vomir du lait.

Il faut revaloriser la formation continue des enseignants. L'État malien et ses partenaires investissent des milliards dans l'éducation (les salaires, les constructions d'infrastructures et leurs équipements, l'achat de matériels roulants, de matériels informatiques, la dotation des écoles en consommables de bureaux, en fournitures et manuels scolaires, en équipements sportifs, en produits pharmaceutiques etc.). La rentabilisation de tous ces efforts incombe aux enseignants et à l'encadrement de l'école (les directions des établissements). Sans formation appropriée (initiale et continue) à ceux dont la situation est comparable à celle de l'équipage d'un avion au vol, point de résultat honnête. « Quand l'avion entre dans une zone de turbulence, les personnels au sol ne peuvent rien. Seules la compétence et l'expérience du commandant de bord peuvent permettre un atterrissage réussi », nous avertit un pédagogue. Ici, les personnels au sol comprennent : ceux du niveau national du système

éducatif, représentant l'aéroport principal (le gouvernement et ses partenaires de l'éducation, le cabinet du MEN, les services centraux de l'éducation ...) ; ceux du niveau régional, représentant les aéroports secondaires (les académies d'enseignement) ; ceux du niveau sub-régional, fonctionnant comme des pistes d'atterrissage (les centres d'animation pédagogique) ; ceux des collectivités territoriales (mairies, conseils de cercle, conseils régionaux ...).

Le niveau opérationnel du système éducatif (l'école) représente donc l'avion ; chaque direction d'établissement (du préscolaire à l'université) et son personnel enseignant évoluant en classe doivent donc bénéficier d'une formation musclée pour réussir la mission confiée à l'école. Recruter les enseignants et les mettre en classe sans une formation en Approche Par Compétences (APC), sortir de la classe les plus anciens du métier et les « envoyer au charbon » (en les nommant Chefs d'établissement, Directeurs des études, Surveillant Généraux, Chefs des travaux, DCA, DAE, Inspecteurs...), sans même une imitation à l'administration de l'école, c'est franchement jouer avec le hasard dont la place n'existe pas dans le domaine de la connaissance.
(A suivre)

Moussa SISSOKO, Master en Gestion des Systèmes Educatifs



malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

Malikilé
74%
MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Journée des Nations unies : La capacité de résilience et d'union de la culture malienne pour célébrer l'évènement

« Unis dans l'action pour la paix et le développement au Mali », c'est le thème retenu cette année pour célébrer la Journée des Nations unies. L'exposition d'œuvres d'art tenue le jeudi 27 octobre à la résidence officielle du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Mali n'est pas un hasard. À travers cet événement, El-Ghassim WANE a voulu mettre en vitrine le génie créateur malien dont la force de l'imagination est capable d'enfanter une nation unie et résiliente. Des membres du gouvernement malien, les représentants spéciaux du Secrétaire général de l'ONU en Afrique de l'Ouest et du Centre, les Chefs des Agences, Programmes et Fonds onusiens opérant au Mali, des responsables d'organisations professionnelles nationales étaient présents à cet événement.

Des œuvres d'art centrées sur la paix

Une jeune fille commerçante ambulante, arpentant les rues de Bamako ou d'autres villes du Mali, exposée à toutes sortes de dangers. Mohamed DEMBÉLÉ peint, à travers ce tableau, le quotidien de la jeune malienne qui doit braver les aléas climatiques et toute sorte de violence pour se nourrir et nourrir sa famille. « Ce tableau rend hommage à la fille malienne souvent exposée à toutes les menaces. Avec mon pinceau et mes couleurs, je lance ainsi un cri du cœur pour que la jeune fille malienne soit protégée », explique l'artiste.

« Nos armes, ce sont nos pinceaux et nos couleurs. Plus que les armes, les artistes sont proches des personnes en conflit », renchérit

l'artiste Souleymane OUOLOGUÉM.

À travers leurs œuvres, les artistes soutiennent et encouragent le dialogue dans la résolution des conflits. Ils contribuent à briser les murs et à ériger des ponts entre les parties en conflit. Leur rôle est donc déterminant dans la construction d'un monde en paix.

Conscient de cela, El-Ghassim WANE entend organiser tous les trimestres, au siège de la MINUSMA, « une exposition éphémère afin de renforcer la visibilité du travail des artistes maliens ».

« Le Mali est certes en crise, mais tout n'est pas que crise au Mali »

De fait, M. WANE est persuadé d'une chose : malgré sa situation politique actuelle, le Mali offre encore quelques leviers sur lesquels on peut s'appuyer pour bâtir la paix, une valeur si chère aux Nations unies. L'art et la culture constituent des vecteurs par excellence pour ce faire.

« Comme j'ai coutume de dire, le Mali est certes en crise, mais tout n'est pas que crise au Mali. Il est de notre devoir, en tant qu'acteur de la paix et du développement, d'intégrer la variable culturelle dans les stratégies de mise en œuvre de nos différents mandats. Le rôle





de la culture et son potentiel inestimable pour venir à bout des incompréhensions et des mécontentes et promouvoir durablement la cohésion sociale et la réconciliation est bien connu », a rappelé le Chef de la MINUSMA dans son allocution.

El-Ghassim WANE a insisté sur l'importance que la MINUSMA accorde à la culture. À ce propos, il a rappelé les nombreuses initiatives qui ont déjà été lancées à Bamako ainsi que dans d'autres régions du Mali. Il a également

annoncé d'autres initiatives à venir pour mettre en exergue la valeur ajoutée de la culture malienne.

« La Radio des Nations unies [MIKAFO FM], qui produit déjà plusieurs programmes culturels, enrichira son offre dans les mois à venir, avec une nouvelle émission mensuelle culturelle intitulée : « Le grin des artistes » (...) Cette émission sera un espace offert aux artistes pour débattre de questions importantes pour le développement du secteur culturel », a-t-il

promis.

« Les artistes maliens sont aujourd'hui l'or qui brille de mille feux, mais que nous tendons à ignorer. Ils sont nos meilleurs ambassadeurs »

Abdoulaye DIOP, le ministre des Affaires étrangères du Mali, a d'abord magnifié la culture malienne portée par des hommes et des femmes capables de faire beaucoup mieux que quiconque dans la promotion de la paix. « Je reconnais avec le Représentant Spécial du Secrétaire général de l'ONU au Mali que les artistes maliens sont aujourd'hui l'or qui brille de mille feux, mais que nous tendons à ignorer. Ils sont nos meilleurs ambassadeurs », a déclaré M. Diop qui attend par ailleurs de l'ONU qu'elle « continue à jouer un rôle clé dans la construction d'un monde nouveau ».

« Est-ce que notre génération et celle qui nous précède de quelques années vont conduire le monde à ses dérivées » ? S'est interrogé le chef de la diplomatie malienne.

Des propos soutenus par le représentant de l'UNESCO au Mali, Edmond MOUKALA : « La culture, c'est la vie, l'âme d'un peuple. Les artistes maliens, à travers leurs interprétations de la réalité, offrent au public un meilleur regard sur la société ».



Source : Minusma

Montage et financement de Projets Culturels : Les cadres et directeurs régionaux initiés

L'ouverture des travaux a été présidée par le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly GUINDO ; en la présence de l'Ambassadeur de l'Allemagne au Mali, Dietrich Fritz REINHOLD POHL ; et de la Directrice du Projet Donko Ni Maaya, Mme Magali MOUSSA.

Dans son discours, l'Ambassadeur de l'Allemagne au Mali, Dietrich Fritz REINHOLD POHL, s'est dit convaincu qu'à l'issue de cette formation, le ministère de l'Artisanat, de la Culture intensifiera ses activités dans les régions. Ce qui permettra aux populations de se rassembler et de renforcer le vivre ensemble.

« Pour renforcer davantage le potentiel de la culture comme l'une des réponses aux multiples défis auxquels le Mali fait face, il me semble important que les Directions Régionales de la Culture puissent assurer leur rôle d'appui-conseil aux acteurs culturels dans les régions », a-t-il déclaré.

Aussi, il a rappelé que le projet « Donko ni Maaya », a organisé l'année dernière une série de formations à l'intention des représentants des collectivités territoriales.

Il a rappelé que l'objectif de ces formations visait à exploiter davantage le potentiel de la culture comme facteur d'éducation, de développement économique et de renforcement de la cohésion sociale.

Il a remercié la Direction Nationale de la Culture pour la bonne collaboration et particulièrement le directeur régional de la culture de la région de Gao pour sa collaboration avec le projet « Donko ni Maaya ».

De son côté, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme Andogoly GUINDO a réitéré sa gratitude au Projet GIZ «Donko ni Maaya», qui sous le leadership éclairé de sa Directrice, Mme Magali MOUSSA entretient un partenariat respectueux et fécond avec son département depuis 2018. Dans le cadre de ce partenariat institutionnel fructueux, il a souligné que, son département et les acteurs culturels ont été dotés d'équipements et ont bénéficié de plusieurs sessions de renforcement de capacités, financés par le Ministère Fédéral des Affaires Etrangères Allemand.

«Ces sessions ont renforcé les capacités organisationnelles et financières du per-

sonnel du Ministère chargé de la culture et des organisations culturelles », a reconnu Andogoly GUINDO, ministre en charge de la Culture.

« Toutes ces actions combinées augurent des lendemains meilleurs pour le rayonnement des arts et de la culture au Mali », a-t-il assuré.

Ensuite, le premier responsable du département de la culture a précisé qu'un diagnostic du secteur culturel, révèle que les organisations culturelles (ONG, associations, fondations) sont confrontées à l'insuffisance des capacités de mobilisation des ressources, à l'instabilité de leur personnel, à la non-diversification de leurs sources de financement et à des difficultés de pérennisation de leurs activités.

Enfin, il a rappelé que le Projet « Donko ni Maaya » a été toujours présent et n'a ménagé aucun effort pour accompagner son département ministériel à structurer, à professionnaliser le secteur de la culture. Cela dit-il, « à travers des actions concrètes, matérialisées par des documents référentiels, certification/ labélisation sur la réglementation du secteur à travers l'élaboration des textes législatives et l'opérationnalisation d'une plateforme digitale ».

■ Maffenin Diarra



Soudan : Des milliers de manifestants, sous les gaz lacrymogènes



Des milliers de Soudanais ont manifesté dimanche, sous les gaz lacrymogènes tirés par les forces de l'ordre, pour réclamer un pouvoir civil dans leur pays où l'armée est seule aux commandes depuis un putsch il y a un an, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Le coup d'Etat mené le 25 octobre 2021 par le chef de l'armée, le général Abdel Fattah el-Burhane, a brutalement arrêté la transition démocratique lancée en 2019 après la chute de la dictature islamo-militaire d'Omar el-Béchet. Depuis, chaque semaine, les manifestants pro-démocratie descendent dans la rue. Dimanche, ils étaient mobilisés par milliers à Khartoum et dans plusieurs villes malgré une répression qui a déjà fait 119 morts et des milliers de blessés, selon des médecins.

"On continue notre mouvement, on garde nos trois principes: pas de négociation, pas de partenariat et pas de légitimité (pour l'armée), jusqu'à ce qu'on fasse tomber le régime", déclarait à l'AFP une manifestante, Asma Harzaoui, à Khartoum.

"Les militaires à la caserne", criait la foule en se dirigeant vers le palais présidentiel dans le centre de Khartoum, où siège le chef de l'ar-

mée.

Les autorités avaient bloqué trois ponts reliant la capitale à ses banlieues et installé un dispositif antiémeute comprenant des canons à eau. La police a tiré des grenades lacrymogènes pour tenter de disperser la foule aux abords du palais, selon un journaliste de l'AFP. A Omdourman, dans la banlieue nord-ouest de Khartoum, les manifestants ont érigé des barricades et les forces de sécurité ont répliqué en tirant des grenades lacrymogènes sur ceux qui tentaient de franchir un des ponts fermés, a rapporté un photographe de l'AFP. Des scènes similaires ont eu lieu à Bahri, un quartier du nord de la capitale.

"Actuellement on vit dans un non-Etat, nous on veut un vrai Etat donc on poursuit notre mouvement avec des milliers de manifestations, à Khartoum, à Omdourman, à Wad Madani, dans toutes les provinces, le peuple tout entier est dans la rue", témoignait un manifestant, Momen Wad Zineb.

Selon des habitants, des centaines de Soudanais ont aussi manifesté dimanche à Wad Madani et al-Obeid, dans le centre du pays, à Kassala, à Gedaref et à Port Soudan, dans l'est.

- "La chute du régime" -

"Le peuple veut la chute du régime", scandaient les manifestants, reprenant le slogan du Printemps arabe de 2011.

Mardi, un an après le putsch durant lequel le chef de l'armée a fait arrêter les dirigeants civils avec lesquels il avait accepté de partager le pouvoir en 2019, des milliers de personnes avaient défilé dans différentes villes.

Face à une mobilisation d'une ampleur inédite depuis des mois, aucun tir n'a retenti mais un manifestant est mort, "renversé par un véhicule militaire".

Dimanche, les protestataires brandissaient les portraits des manifestants tués et des drapeaux soudanais.

Un an après le putsch, aucun observateur n'imagine possible la tenue des élections promises à l'été 2023 et aucune figure politique ne semble prête à rejoindre le gouvernement civil annoncé par le général Burhane.

Le camp pro-démocratie redoute un retour à l'ancien régime du général Omar el-Béchet. Il en veut pour preuve le fait que de nombreux islamistes ont retrouvé les postes qu'ils occupaient au sein du pouvoir islamo-militaire qui régna sur le Soudan de 1989 à 2019.

- Inflation et pénuries -

Samedi, plusieurs milliers d'islamistes ont manifesté devant la délégation de l'ONU à Khartoum, dénonçant comme une "ingérence" les médiations internationales qui tentent de relancer la transition démocratique.

Le Soudan, l'un des pays les plus pauvres au monde, avec l'armée quasiment toujours aux manettes depuis l'indépendance, ne cesse de s'enfoncer dans le marasme économique et politique.

Les conflits tribaux y sont en hausse du fait, disent les experts, du vide sécuritaire créé par le coup d'Etat dans ce pays où la question de l'accès à la terre est très sensible, agriculture et élevage représentent 43% des emplois et 30% du PIB.

Entre inflation à trois chiffres et pénuries, un tiers des 45 millions de Soudanais souffrent de la faim, 50% de plus qu'il y a un an, selon le Programme alimentaire mondial.

AFP

Somalie : Au moins 100 morts dans le double attentat à la voiture piégée à Mogadiscio



Au moins cent personnes, dont des enfants, ont été tuées samedi dans un double attentat à la voiture piégée revendiqué par les shebab sur une artère très fréquentée du centre de la capitale Mogadiscio.

300 personnes ont également été blessées, a précisé le président Hassan Sheikh Mohamud, après s'être rendu sur le site des attentats, soulignant que "le nombre des morts et de blessés continuait à augmenter".

Deux véhicules piégés ont explosé samedi à quelques minutes d'intervalle. Les explosions, qui ont soufflé les fenêtres des bâtiments voisins, ont submergé les hôpitaux et cliniques, dans ce pays au système sanitaire ravagé par des décennies de conflit.

A la recherche de sa belle-soeur, Mohamed Ganey décrit des couloirs encombrés de victimes laissées presque sans soins. Sa joie de l'avoir trouvée a été de courte durée. "Elle est morte de ses blessures quelques minutes après".

L'officier de police Adan Mohamed a du mal à contrôler ses émotions. Il a été l'un des premiers à arriver sur les lieux, après l'explosion du second véhicule piégé.

"Je n'ai pas pu dormir de la nuit, à cause de l'horreur de la scène", confie-t-il à l'AFP en se souvenant du bébé qu'il a découvert avec ses collègues au côté de sa maman morte.

"J'ai pleuré et pleuré sans arrêt après avoir vu son visage couvert du sang de sa mère. Il ne

pouvait même pas pleurer tellement il était sous le choc. Il restait là, à cligner des yeux, le regard fixe".

- "Même carrefour" -

L'attaque a eu lieu au même carrefour qui avait déjà été frappé par le plus grave attentat jamais commis en Somalie : 512 personnes avaient été tuées le 14 octobre 2017 par l'explosion d'un camion bourré d'explosifs.

Pour Hussein Jeeri, qui a perdu un ami au même carrefour il y a cinq ans, la tragédie a encore frappé quand sa sœur a été blessée samedi. Marcher "dans les rues de Mogadiscio c'est comme marcher sur des épées tranchantes, nous redoutons tous d'être tués ou blessés un jour".

Le double attentat a été revendiqué par les shebab qui a déclaré que leurs combattants avaient visé le ministère de l'Éducation.

Le groupe islamiste, lié à Al-Qaïda, combat depuis 2007 le gouvernement fédéral soutenu par la communauté internationale. Il a été chassé de Mogadiscio en 2011 mais reste solidement implanté dans de vastes zones rurales, notamment dans le sud du pays et mène régulièrement des attaques dans la capitale et les grandes villes de Somalie.

La double attaque a été notamment condamnée par l'ONU, l'UE ainsi que l'Union africaine et la mission de l'ONU en Somalie qui s'est engagée à se tenir "résolument aux côtés de

tous les Somaliens contre le terrorisme".

A Bruxelles, le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, a condamné "fermement" ce double attentat, réaffirmant la détermination des Européens à lutter contre le terrorisme et à défaire le groupe shebab".

Le pape François a présenté dimanche ses condoléances aux victimes de l'attentat sanglant.

Le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a déclaré que cet acte "lâche" démontrait que la Somalie avait besoin de plus de soutien pour mettre fin à la violence et à la sécheresse. L'Organisation mondiale de la santé s'est dite pour sa part prête à apporter son aide pour soigner les blessés et fournir des soins de traumatologie aux victimes.

- "Guerre totale" -

Les shebab ont revendiqué l'attaque la semaine dernière contre un hôtel dans la ville portuaire de Kismayo qui a fait neuf morts et 47 blessés.

Ces derniers mois, les shebab ont redoublé d'activité en Somalie, pays pauvre et instable de la Corne de l'Afrique, avec notamment un spectaculaire assaut, long d'une trentaine d'heures, fin août sur un hôtel de Mogadiscio. Après cette attaque qui avait fait au moins 21 morts et 117 blessés, le président Hassan Sheikh Mohamoud avait promis une "guerre totale" pour éliminer les shebab et appelé la population à se "tenir à l'écart" des zones contrôlées par les islamistes qui allaient être visés par de prochaines offensives.

Les forces de sécurité et des milices claniques locales ont notamment lancé des opérations militaires dans le centre du pays, qui ont permis selon les autorités de reprendre du terrain aux combattants islamistes.

Outre l'insurrection shebab, la Somalie est également menacée par une famine imminente, provoquée par la plus grave sécheresse observée depuis plus de 40 ans.

AFP



SG : HUGO EKITIKE commence à s'agacer de son temps de jeu

En conférence de presse ce vendredi, Christophe Galtier a avoué avoir eu une longue conversation avec Hugo EKITIKE, déçu de son temps de jeu depuis son arrivée au Paris Saint-Germain, cet été.

Hugo EKITIKE commence à s'impatienter. Prêté avec option d'achat par le Stade de Reims au Paris Saint-Germain cet été, le jeune buteur de 20 ans a connu sa première titularisation, sous ses nouvelles couleurs, à l'occasion de la réception de l'OGC Nice, où il n'a disputé que 58 minutes, sans briller (2-1, 9^{ème} journée de Ligue 1). À part cela, l'ex-Rémois se contente uniquement de petites entrées en jeu, pour un très faible total de 167 minute joué.

Une terrible désillusion pour le jeune Français, désireux de rapidement marquer son premier but sous les couleurs du PSG. Mais avec la

terrible concurrence du trio Mbappé-Messi-Neymar, impossible pour lui de s'installer durablement dans le onze de départ de Christophe Galtier. Présent en conférence de presse ce vendredi, le manager francilien a avoué avoir eu une longue discussion avec son attaquant, peiné par son faible temps de jeu, lui qui avait inscrit 10 buts en 24 matchs de Ligue 1 la saison dernière, avec Reims.

«HUGO EKITIKE A ÉTÉ DÉÇU», SELON GALTIER «Hugo n'est pas satisfait de son peu de temps de jeu, évidemment. J'ai eu une conversation avec lui, la semaine dernière. Mais, même si j'ai une part de responsabilité, lui aussi, même s'il est arrivé très tard dans notre préparation. Cela demande beaucoup de résilience, d'investissement d'être en concurrence avec ce trio-là. Dès que vous êtes à leur place, on fait

une comparaison. Mais il ne faut rien lâcher. Je lui avais demandé de se rapprocher de nos milieux et de nos joueurs offensifs», a d'abord expliqué Galtier.

Avant de faire part de la déception de son joueur. «Il a été déçu parfois, car il pensait démarrer certains matches. Je lui ai donné les raisons de mes choix. C'est un joueur talentueux qui doit travailler à l'entraînement pour être visible quand il rentre en cours de match. Il y a peut-être eu une perte de confiance, mais j'ai trouvé son entrée intéressante contre Haïfa, même s'il y a eu de la précipitation. Qu'il continue à travailler. J'ai demandé à ce que l'on soit attentif à sa charge de travail après cet échange avec lui». Un moment difficile pour Hugo Ekitike, qui garde un faible espoir d'être aligné avant la réception de Troyes, ce samedi (17h).

Source: foot mercato



Bélier (21 mars - 19 avril)

La routine au travail vous ira très bien. Vous pourrez accomplir des tâches en pensant à autre chose, d'autant plus que des tensions dans votre activité vous useront moralement. Vous devrez vous détacher mentalement d'un stress qui ne sera pas le vôtre.

Le refus d'un prêt ou d'un découvert risquera de faire capoter votre projet. Vous devrez trouver un plan B, mais en cette période estivale, vous ne trouverez pas grand monde pour fixer un rendez-vous financier. Vous ferez tout pour obtenir un délai.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aurez bien moins la cote qu'hier ! Mars opposé à la Lune vous rend impatient et renforce les mauvais aspects du carré à Uranus. Inutile de vous énerver après les autres, surtout pour une erreur ou un oubli que vous avez vous-même commis.

Inutile de chercher à révolutionner vos finances aujourd'hui, ça ne donnera rien. Le mieux est de faire avec ce que vous avez, les opérations financières nouvelles seront bien trop risquées. Souvenez-vous qu'il vaut toujours mieux tenir que courir...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une nouvelle orientation professionnelle pourrait vous intéresser. Acceptez toutes les pistes de réflexion que l'on vous présente. Un entretien avec un collègue chevronné peut vous apporter un éclairage appréciable et susciter un déclic dans la carrière.

Le salaire s'envole dans différentes dépenses. Vous réalisez combien votre générosité cause un déséquilibre financier. Vous espérez obtenir un meilleur salaire à l'avenir pour retrouver une aisance matérielle. En attendant, la prudence est de mise.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les discussions que vous aurez achopperont sur des questions d'organisations et de répartitions des rôles. Vous ne vous efforcerez plus de manager les susceptibilités. Vous ne craignez plus de déranger l'ordre établi ni de bousculer les idées.

Il ne sera pas question de flamber votre argent. Placer des euros sans être certain de récolter au moins votre mise vous semblera un pari trop risqué. Et comme vous n'aurez pas l'esprit joueur, tenter votre chance en investissant peu vous ennuiera.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous devez ralentir la cadence, car on vous demande de fournir beaucoup de choses en un minimum de temps et cela vous impose des délais de travail trop courts. Du stress est inévitable et il ne favorise guère une bonne productivité professionnelle.

Il est conseillé de ne pas trop craquer devant les articles désirés. Vous pourriez passer la journée à fantasmer et à finalement cesser d'acquiescer plusieurs articles. Vos achats compulsifs commencent à se calmer pour adopter une sagesse nécessaire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous ne ménagerez pas vos efforts ce mercredi et vous serez capable de traiter un bon nombre de tâches en un temps record. Ce sera l'occasion de rattraper le retard accumulé et même de prendre de l'avance sur un dossier important qui vous a été confié.

L'état de vos comptes ne réclame pas votre attention. Prudent et bon gestionnaire, vous avez parfaitement géré vos finances jusque-là, vous avez une vue nette de votre budget et rien ne va venir perturber cet équilibre. Vous pouvez tranquillement occuper votre temps de d'autres domaines.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pourriez perdre patience et ne pas laisser passer une chance. Une opportunité se présente et vous donne l'occasion de changer de service ou de fonction. Un remplacement soudain et débouchant sur du long terme peut incarner cette chance inattendue.

La prudence est encore conseillée, vous ne pouvez pas vous offrir des loisirs comme bon vous semble, par crainte plutôt que par manque de fonds. La stabilité matérielle est pourtant présente, mais vous avancez avec des craintes de manquer de trésorerie.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous tirerez un bilan positif des actions menées jusqu'ici. Vous occuperez le terrain en maîtrisant votre sujet et en prenant des initiatives efficaces. Vous pariez sur de bonnes relations professionnelles pour transmettre vos idées sans les imposer.

Que vous soyez chez vous ou sur un lieu de villégiature, vous aurez des frais que vous n'aurez pas comptés dans la gestion de votre budget. En voyant le montant qui vous semblera astronomique, vous regretterez votre insouciance financière de la veille.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ne tendez pas le bâton pour vous faire battre ! Éloignez-vous des ragots, tournez votre langue sept fois dans votre bouche avant de vous exprimer, car la configuration astrale ne plaide pas en faveur d'une communication positive !

Vos finances sont attaquées par plusieurs dissonances astrales. Il est essentiel que vous gardiez un œil bien ouvert sur vos dépenses. Ce n'est pas aujourd'hui qu'il faut vous engager dans une affaire financière. Ne signez rien !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Même si tout n'avance pas comme vous le voulez, vous aurez l'endurance et la volonté de ne pas relâcher vos efforts. Cette attitude pourrait s'avérer payante si vous cherchez un emploi. Les recruteurs apprécieront votre détermination et votre engagement.

Ne prenez pas de risques aujourd'hui. La Lune trouble Pluton et pourrait fausser votre jugement. Vous manquez d'intuition et vous lancez dans une opération financière des plus hasardeuses. Avant de foncer, n'hésitez pas à vous faire conseiller par un professionnel de confiance.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des relations intéressantes vous entraînent vers de nouveaux horizons et vous éprouvez le désir de prendre un virage dans l'activité. Il peut s'agir d'un changement de secteur. La routine vous a un peu lassé et un sursaut de renouveau vous accompagne.

Vous aimeriez gagner plus pour vivre avec un confort que vous espérez. Des achats peuvent concerner des produits pour l'habitation. L'envie de refaire votre garde-robe fait partie des dépenses possibles. Vos frais se font au gré de vos souhaits du moment.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous avez des actions à entreprendre, ce sera le moment. Uranus encouragera vos initiatives en vous mettant sur de nouvelles pistes et en activant votre réseau d'influence. Attention toutefois à ne pas vous mettre en tort vis-à-vis de votre hiérarchie.

Jupiter apportera une bouffée d'oxygène à vos finances par des engagements susceptibles de générer plus de revenus dans l'avenir. Cela prendra du temps, ce sera évident. Une fois vos jalons posés, vous semblerez déterminé à défendre vos intérêts.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>Plus de 1000 personnes participent au Sommet de la CEDEAO à Ouagadougou</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p>	<p>Le Mali s'assume à l'Organisation internationale de la Francophonie</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Conférence des chefs de file des professionnels du secteur invités à s'approprier l'Événement</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Barikina Faso CEDEAO : l'ancien médiateur contesté!</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ!</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23